### LE FEDERALISTE

revue de politique

Espérer le maintien de l'harmonie parmi plusieurs Etats indépendants et voisins ce serait perdre de vue le cours uniforme des événements humains et aller contre l'expérience des siècles.

Hamilton, The Federalist



### LE FEDERALISTE

### revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste, fondé par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen, est actuellement l'organe des Centres d'études sur la paix, l'ordre international et le fédéralisme européen nés au sein du Mouvement. Edité pendant trois ans en italien, Le Fédéraliste paraît maintenant en français. Il vit grâce à ses abonnés. A la fin de chaque année la revue publie son bilan.



Quatre numéros par an

Abonnement pour les pays européens F. 20 - L. 2000. — Abonnement de soutien F. 50 - L. 5000. — Abonnement pour les pays extra-européens \$ 8.

Direction, Rédaction et Administration: Corso Cavour 16, 27100 Pavia c.c.p. n. 3/38688. Rédaction lyonnaise: Bernard Lesfargues, 36, rue des Essarts, 69 Bron (Rhône) - c.c.p. n. 5654-32, 69 Lyon.

#### TABLE DES MATIERES

ALESSANDRO CAVALLI - LUCIO LEVI, Le mouvement étudiant	p.	1
Francesco Rossolillo, L'Europe pour quoi faire? .	<b>»</b>	19
LES FAITS ET LES IDEES		
La crise du centre gauche en Italie et le terme européen de l'alternative (m. a.)	<b>»</b>	40
La crise de l'Etat en Italie (m. a.)	<b>»</b>	43
LES LIVRES		
A. Albonetti, Egemonia o partecipazione? Una politica estera per l'Europa (s. p.)	<b>»</b>	47
LES DOCUMENTS		
Bilan de la revue pour l'année 1969	<b>»</b>	61

#### Le mouvement étudiant \*

A. CAVALLI - L. LEVI

Le mouvement étudiant est destiné à devenir un élément permanent sur la scène politique des sociétés industrielles avancées. Par conséquent, toute force politique qui se donne comme objectif la transformation radicale de la société et de l'Etat, tant dans leur dimension que dans leur structure, doit tenir compte du mouvement étudiant, c'est-à-dire doit élaborer, ne serait-ce que sommairement, une théorie qui sache expliquer la naissance du mouvement étudiant et une stratégie qui permette la convergence des énergies libérées par le mouvement étudiant vers des objectifs politiques concrets.

Cette exigence vaut en particulier pour les fédéralistes; en effet, ils ont en commun avec le mouvement étudiant une attitude fondamentale qui consiste à refuser d'agir par les canaux existants de la lutte politique (les partis et toutes les organisations qui, directement ou indirectement, participent à la gestion du pouvoir), et ils misent, pour le renversement de l'Etat national, sur ces forces que libèrent les contradictions du système dans

<sup>\*</sup> Cet essai, écrit à la suite d'un débat qui s'est déroulé entre les réprésentants des Centres d'études fédéralistes de Milan, Turin, Gênes et Pavie, a été présenté à titre de document introductif à la rencontre qui a en lieu à Turin les 27 et 28 septembre 1969 sur le thème suivant: « Le problème de la démocratie à l'école et la contestation des étudiants ».

l'incapacité croissante où il se trouve de permettre l'adéquation des fins-valeurs qui se manifestent dans la situation historique aux possibilités de les réaliser dans le cadre des structures existantes.

Nous cherchons donc à indiquer quelques-uns des facteurs les plus importants qui ont rendu possible la naissance du mouvement étudiant. Ces facteurs peuvent grossièrement se diviser en trois catégories: 1) transformations sociales générales dans les sociétés industrielles avancées qui fournissent les conditions nécessaires, même si elles ne sont pas suffisantes, pour l'apparition des mouvements étudiants; 2) en conséquence, crise des structures institutionnelles, en particulier des structures éducatives, dans lesquelles les jeunes sont engagés et qui touchent la sphère de leur expérience immédiate; 3) conditions historiques spécifiques relatives surtout à la répartition internationale du pouvoir qui explique que les mouvements étudiants soient justement apparus dans la phase actuelle.

La première catégorie de facteurs explique comment a pu se former un groupe social relativement bien délimité en mesure d'alimenter les mouvement étudiants et explique en outre les différences entre les mouvements étudiants actuels et ceux du passé.

En fait, nous assistons à un phénomène sans précédents: les sociétés industrielles avancées permettent à un nombre toujours croissant de jeunes d'accéder aux établissements d'enseignement supérieur. Ce phénomène est rendu possible par la productivité croissante du travail et par l'incidence moindre du capital variable sur le capital fixe qui en résulte. Les effets de ce phénomène peuvent se développer tendanciellement par l'ajournement de l'entrée des nouvelles générations sur le marché du travail, par l'avancement de l'âge de la retraite et par l'expulsion de groupes «marginaux» (par exemple, les femmes) des activités de travail. Quelle est en fait d'entre ces stratégies la plus utilisée? Cela dépend en dernière ana-

lyse d'appréciations de nature politique déguisées en considérations d'opportunité économique. Toutefois, presque partout, on assiste à une combinaison de ces diverses stratégies et aussi, par conséquent, au prolongement de la scolarité.

Même si, encore aujourd'hui, dans presque toutes les sociétés, le principe du «droit à l'étude» est très éloigné de sa réalisation concrète et même si l'on accède toujours principalement aux diverses formes et aux différents niveaux de l'instruction par des mécanismes de discrimination sociale qui permettent la persistance de situations privilégiées, c'est un fait qu'une part toujours croissante de jeunes d'âge scolaire trouve les portes de l'école plus ouvertes que dans le passé. Ce fait a des répercussions importantes dans la structure de la société. Pour la première fois dans l'histoire des sociétés avancées s'est formée dans la population une couche nombreuse qui est soustraite dans une large mesure au contrôle des institutions primaires (surtout la famille) et n'est pas encore soumise au contrôle des structures de la production. C'est pourquoi se crée dans la vie d'un nombre croissant d'individus une période de liberté relative. Alors qu'il fut un temps où l'entrée dans la structure de la production était presque immédiate et marquait le passage de l'adolescence à la vie adulte, aujourd'hui, avec l'ajournement de cette entrée, un espace se crée où il est permis à des individus déjà adultes par bien des côtés d'hésiter sur le seuil de la vie adulte. Cet espace d'«hésitation» peut donc se transformer en espace d'«expérimentation» de nouvelles formes de vie et de nouvelles valeurs; il indique une situation d'intégration partielle, de conditionnement atténué, de plus grande tolérance à l'égard de tendances potentiellement divergentes; en exploitant cet espace, les jeunes deviennent en puissance des agents de transformation sociale. En conclusion, on peut dire que dans les sociétés industrielles avancées sont rassemblées pour la première fois les conditions de la transformation de

l'éternel conflit des générations en instrument de changement social.

La deuxième catégorie de facteurs est étroitement liée à la première dans la mesure où elle met l'accent sur la manière dont les transformations qu'on a dites se reflètent sur les structures éducatives; il s'agit en d'autres termes du phénomène qu'on appelle communément «passage de l'université d'élite à l'université de masse». En fait, ce passage a déterminé une crise des conceptions traditionnelles de l'université; il en a transformé profondément les fonctions. Résultat: si l'idée qu'on se faisait de l'université dans le passé et des fonctions qu'elle remplissait était assez claire, l'idée qu'on se fait de l'université d'aujourd'hui et des fonctions qu'elle remplit ou de l'université de demain et des fonctions qu'elle remplira n'est pas claire du tout; l'université vit, elle aussi, sa «crise d'identité».

De quoi cette transformation tire-t-elle son origine? La première réponse qu'on donne en général à cette question met l'accent sur les exigences nouvelles d'une structure productive en pleine transformation. Les transformations technologiques, dit-on, font tous les jours tomber en désuétude des qualifications liées à des tâches qui ne sont plus demandées, tandis qu'elles créent sans cesse de nouvelles tâches qui, en général, exigent des capacités et des connaissances d'un niveau de plus en plus élevé. D'où la nécessité de prolonger la phase d'«apprentissage» dans la mesure où, pour faire fonctionner des mécanismes productifs raffinés, on a besoin de plus en plus de techniciens qualifiés et de moins en moins d'ouvriers à faible niveau d'instruction générale et spécialisée. L'université serait donc appelée à se transformer et à s'élargir pour répondre à cette demande des structures productives. Devant ce besoin d'adaptation, bien des gens, même à l'intérieur du mouvement étudiant, ont réagi en refusant un schéma qui, dit-on, met l'université au service de l'industrie. Il nous semble à ce propos qu'en général les structures éducatives, université comprise, sont toujours plus ou moins directement liées à la structure de l'emploi et donc au type de division du travail existant dans une société. C'est vrai qu'aux Etats-Unis, par exemple, les universités reçoivent de façon acritique, sans médiation culturelle, les requêtes présentées par l'industrie et que, par conséquent, l'accusation de dépendance à l'égard des «besoins des patrons» est souvent justifiée, ce qui n'enlève aucune valeur à l'impossibilité de concevoir en dernière analyse une sphère de la «culture» abstraitement autonome par rapport au monde de la production et donc à l'impossibilité de concevoir une université qui, en dernière analyse, ne soit pas orientée en fonction de la structure professionnelle. Cela n'empêche pas d'admettre la finalité «révolutionnaire» de l'abolition de la division capitalistique du travail ou tout simplement du «retour» à des formes de production qui ne connaissent pas la division du travail; toutefois, dans cette perspective, partir de l'université et parler du mouvement étudiant, comme d'une force au moins relativement autonome, n'a pas de sens.

Cependant, pour revenir à la ligne centrale de notre argumentation, il nous semble assez mécaniste de penser que l'université est devenue une université de masse seulement pour répondre aux exigences nouvelles du monde de la production. Bien plus, d'un certain point de vue, il semble qu'on puisse même affirmer tout simplement l'existence d'un lien contraire: dans la mesure où une société poursuit consciemment (par exemple, par l'action de ses élites politiques) la fin de la modernisation, elle est portée à mettre l'accent sur l'élargissement des moyens d'éducation de façon relativement indépendante des exigences du processus d'industrialisation. Dans ce sens, la création de nouvelles capacités techniques et intellectuelles, au lieu de dépendre du développement économique, peut être vraiment en mesure de le stimuler. Ce mécanisme d'incitation qui assigne aux structures éducatives un rôle éminemment autonome et novateur est typique de tous les systèmes en forte expansion et en particulier des pays en voie de développement, où très souvent l'effet est renforcé par l'idéologie nationaliste. Dans les pays de l'Europe occidentale au contraire, un phénomène analogue se produit, mais avec des effets tout à fait différents. Ici aussi, dans bien des cas, la valeur de l'instruction et de la formation scientifique et technique est promue au rang d'exigence autonome par rapport au développement du système productif. Résultat: dans de nombreux domaines, scientifiques et techniciens sortis de nos universités ont été contraints à l'émigration par manque de carrières professionnelles tant au niveau de la production qu'au niveau de la recherche scientifique pure et appliquée.

Tout cela devrait avoir montré que le rapport entre structures éducatives et structures productives est, à notre avis, de type problématique: il est impossible d'établir un rapport de dépendance univoque et unidirectionnel, même s'il nous semble utopique, en dernière analyse, de penser que les exigences de la production ne l'emportent pas sur celles de l'éducation. Toutefois, s'il est une chose sur laquelle aucun doute n'est possible, c'est qu'une des caractéristiques saillantes des sociétés modernes (quelque ambiguë que puisse être la signification de ce mot) est précisément la diffusion quantitative du «bien» instruction.

Pourtant, l'aspect quantitatif est secondaire par rapport aux aspects qualitatifs qui accompagnent le phénomène. Le passage à l'université de masse est en effet caractérisé par une contradiction: d'un côté, il peut être entendu comme le reflet du besoin de niveaux d'instruction de plus en plus élevés et de plus en plus répandus, de l'autre comme le reflet d'une déqualification sociale croissante des grades universitaires. Une disparité croissante se manifeste donc entre l'attente de la société et les aspirations individuelles en matière d'instruction d'un

côté et le niveau des positions auxquelles l'instruction donne accès, de l'autre. L'université est de moins en moins un canal de promotion sociale (elle peut le rester justement dans la mesure seulement où l'accès n'est pas ouvert à tous), elle perd sa fonction d'instrument de la formation (et de la perpétuation) d'une élite, pour devenir une condition presque indispensable de l'exercice d'un nombre de plus en plus grand de rôles professionnels. Quand on dit ironiquement qu'à l'avenir le doctorat sera nécessaire même pour pouvoir être, par exemple, facteur, on pousse à l'extrême une tendance qui est pourtant réelle.

Que ces transformations dans le recrutement et dans la fonction sociale de l'instruction soient profondément en contradiction avec les structures, le fonctionnement et les conceptions qu'on a des institutions éducatives, ce n'est que trop évident. Cette contradiction indique précisément une des dimensions fondamentales de la crise de l'école et explique comment cette crise a ouvert un espace dans lequel ont pu se développer les mouvements étudiants.

Pourtant, au point où nous en sommes, il faut mentionner, ne serait-ce que très brièvement, un lien de nature plus générale qui est très important pour expliquer l'origine et la phénoménologie des mouvements étudiants: les universités (ou mieux, l'école dans son ensemble) ne sont pas du tout seulement des lieux où se forment les capacités nécessaires pour tenir des rôles professionnels, elles font aussi partie de cet ensemble d'institutions qui travaillent à assurer la transmission de génération en génération des valeurs fondamentales d'une société, elles servent donc d'instruments à la formation de ce minimum de consensus dont toute société a besoin pour pouvoir fonctionner. Quiconque détient le pouvoir dans une société exerce à ce propos une pression constante sur les institutions éducatives afin qu'elles remplissent efficacement cette fonction de nature essentiellement «idéologique» et «conservatrice». Dans des sociétés plus simples que les sociétés modernes, c'est la famille qui remplissait principalement cette fonction, car elle était en un certain sens un microcosme, capable de refléter en soi et de reproduire le modèle de la société plus vaste. Plus une société devient complexe et différenciée, plus il est nécessaire de prolonger la période de «socialisation» et de soustraire à la famille les fonctions correspondantes. En un certain sens, il est vrai que l'école agit «in loco parentis», mais pas tant en continuant l'œuvre accomplie par la famille (comme c'était peut-être le cas dans le passé) qu'en s'opposant à elle, pour assurer une formation «morale» et «idéologique» que la famille donnerait insuffisamment ou ne donnerait pas du tout.

L'université qui devient une université de masse répond donc à la nécessité où se trouvent les sociétés avancées et complexes de disposer de mécanismes de formation du consensus et d'intégration sociale. Les rapports entre la société et l'université se font donc plus étroits dans la mesure où la société «croît» en différenciation et en complexité et où elle a besoin de «bons citoyens» et de «bons travailleurs» pour son développement et son fonctionnement. Il ne devrait donc rien y avoir en soi de démystifiant à déclarer qu'existe un rapport de ce genre; il est impossible d'imaginer une université qui serait tournée vers les valeurs de la «culture» et de la «science» au point de ne plus être au service de la société et donc, ne serait-ce qu'indirectement, de la structure de pouvoir de ladite société.

Cette dernière observation nous conduit à aborder un autre sujet, très important dans l'analyse de la problématique proposée par le mouvement étudiant. Nous avons soutenu que les institutions d'instruction supérieure ne peuvent éviter d'être conditionnées d'un côté par la structure économique (ou plus généralement par le type de division sociale du travail) et de l'autre par la structure lato sensu politique (sans considérer, pour ne pas

compliquer le discours, le lien économie-politique qui, toutefois, ne doit pas être pour autant tenu pour négligeable). L'existence de ce conditionnement ne devrait étonner personne, c'est plutôt le contraire qui surprendrait: une université «libre» de tout conditionnement de la part des structures économico-politiques de la société environnante. Et pourtant, la dénonciation de ce conditionnement comporte toujours un élément de démystification dans la mesure, justement, où c'est ce conditionnement même qui est systématiquement caché par l'idéologie d'après laquelle les universités seraient le lieu où tout est fait au nom de la «science» et de la «culture» pensées comme valeurs autonomes et où la «liberté académique» serait la garantie de cette autonomie.

Il n'est assurément pas question dans ce bref rapport d'aborder systématiquement les problèmes de la «neutralité» de la science, des rapports entre la science et l'idéologie et, enfin, de la nature mystificatrice de la croyance d'après laquelle l'université serait le sanctuaire consacré à la recherche de la «vérité». L'action du mouvement étudiant a été tout simplement décisive pour désacraliser l'université, même si désormais tout le monde a vu que le roi était nu sans avoir pourtant le courage de répandre la nouvelle. La prise de conscience de la place faite à l'université dans une société qui, par l'intermédiaire de l'école, continue à discriminer ceux qui devront occuper des positions de commandement et ceux qui devront occuper des positions subalternes, celle de l'existence de liens étroits quelquefois entre l'université et l'industrie (ou, comme c'est le cas aux Etats-Unis, entre l'université, l'industrie de guerre et l'armée), celle de l'utilisation fréquente de l'enseignement et de ses contenus comme mécanismes de manipulation du consensus et, donc, celle de la dimension essentiellement politique de l'action de l'école, cette prise de conscience, disions-nous, contient déjà en soi les raisons de l'action de démystification du mouvement étudiant. Dans un monde où le critère dominant de la bonté d'un choix quelconque est son degré d'efficience technique, répéter (comme l'a fait le mouvement étudiant) que tout choix technique existe en tant que tel seulement dans un cadre où sont hors de cause certains choix de valeur et certains choix politiques et que, par conséquent, la dimension politique de l'acte ne peut pas être éliminée même si l'on veut se cacher sous le manteau commode de la «neutralité» de la science, a constitué une saine bouffée de renouveau. Il va de soi que le discours frappe plus directement les sciences sociales, qui servent évidemment d'instruments au pouvoir, que les autres sciences et, en particulier, les sciences de la nature, mais celles-ci n'échappent pas pour autant à un jugement qui met en évidence le conditionnement politique de leur développement (on pense à tout le secteur de la recherche spatiale).

Si la fonction idéologique de l'idée de «neutralité» de la science n'est pas niable, il faut toutefois se garder à ce propos de toute généralisation acritique; que le développement de la recherche scientifique soit en tout cas conditionné par des instances de nature politique (visant, par conséquent, le pouvoir et non la «vérité») ne dément pas deux points d'importance fondamentale. Premièrement, la recherche scientifique, bien que détournée de ses fins spécifiques par le «maître» qu'elle sert, permet l'accumulation de connaissances potentiellement utilisables dans un contexte social tout à fait différent et à la limite contre le pouvoir lui-même qui les a rendues possibles. Deuxièmement, bien qu'irréalisables dans l'état actuel de division de la société en classes et de l'humanité en nations, les valeurs de «neutralité» de la «science» et de la «culture» servent de point de repère idéal (dans la société utopique délivrée de l'esclavage de la production et du pouvoir, la science pourrait tendre «librement» vers la «vérité») ou permettent aux institutions qui s'en font les véhicules (par exemple, les universités) de poser des problèmes et de remplir une fonction critique à l'égard

de la société tout en restant profondément conditionnée par elle. C'est pourquoi il est à notre avis possible de recouvrer dialectiquement une idée de science, relative et problématique en opposition avec une idée absolue et dogmatique, et d'identifier une fonction critique que les universités peuvent remplir justement en vertu du lourd conditionnement auquel les soumet la structure économico-politique de la société.

Le mouvement étudiant est un élément décisif pour faire apparaître au premier plan cette fonction critique, latente, de l'université. C'est justement l'étroite relation existant entre l'université et la société qui place les étudiants en tant que groupe social dans une position centrale et privilégiée d'où il est possible de saisir et d'attaquer les contradictions du système. Il a été dit que, pour l'étudiant d'aujourd'hui, vivre l'expérience universitaire, c'était comme, pour l'ouvrier de la révolution industrielle, vivre l'expérience de l'usine, que c'était dans l'université que se reflétaient aujourd'hui les contradictions primaires de la société et que, par conséquent, ce n'était pas par hasard si les étudiants étaient en première ligne pour dénoncer ces contradictions et faire jaillir les énergies capables de produire un renversement dialectique et révolutionnaire.

Cette comparaison contient indéniablement quelques éléments de vérité, mais elle met en lumière aussi les différences profondes entre les étudiants et les autres groupes sociaux; les étudiants restent toujours un groupe social *sui generis* marqué par le caractère temporaire du rôle d'étudiant; il n'est donc pas possible de penser aux étudiants comme à une «classe révolutionnaire» au sens où l'ont été les ouvriers au cours de la révolution industrielle ou les paysans au cours de la révolution chinoise. A notre avis, toute tentative d'interprétation de la naissance des mouvements étudiants uniquement en termes de classes est destinée à rester stérile. Les mouvements étudiants sont nés de la crise globale de la société mo-

derne qui tire son origine à la fois des contradictions de classes, qui n'ont pas été résolues et perpétuent l'exploitation, et des contradictions des rapports internationaux qui alimentent l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est pas réductible uniquement, comme dans la fameuse équation de Lénine, à ces forces qui ont pour effet de perpétuer l'exploitation de classe, de même que les forces qui maintiennent l'humanité divisée en nations ne sont pas nécessairement les mêmes que celles qui maintiennent la société divisée en classes. Mais sur ce point, nous nous engageons à revenir à une autre occasion de façon plus approfondie.

Jusqu'ici, nous avons cherché à expliquer, bien qu'encore très provisoirement, les transformations dans les structures et les fonctions des universités qui ont rendu possible et conditionné le développement des mouvements étudiants, qui ont en d'autres termes créé la base sociale sur laquelle il est possible de construire un mouvement politique, ne serait-ce qu'en puissance.

Mais le changement de la nature et de la fonction des institutions universitaires datent désormais de quelques décennies, au moins en ce qui concerne les pays les plus avancés sur le plan industriel et technologique, où le savoir scientifique et technique joue un rôle fondamental dans la production. Par conséquent, ce type d'explication ne nous permet de comprendre le problème qu'en ses termes généraux.

La cause qui a rendu historiquement possible la formation de mouvements étudiants doit être recherchée dans les modifications intervenues dans les années 60 sur le terrain politique international. Le fait crucial de cette décennie est en fait la crise de l'assiette mondiale du pouvoir, due à la désagrégation progressive des blocs. Or, il existe un lien précis entre la crise de l'ordre international et la naissance du mouvement étudiant.

Tant que les deux grandes puissances exercèrent leur hégémonie sans oppositions dans leurs sphères d'influence respectives, la dynamique de l'antagonisme entre les blocs était en mesure d'absorber toutes les ressources matérielles et morales des individus, des partis et des Etats. La guerre froide ne laissait pas de place à des positions différentes du «communisme» ou de la «démocratie». Les décisions politiques, quand elles n'étaient pas imposées, se limitaient au choix entre la sphère d'influence soviétique et la sphère d'influence américaine.

Mais le développement des Etats de l'Europe occidentale et orientale, de la Chine et du tiers monde, a contraint les deux puissances hégémoniques à atténuer leur compétition et à commencer le processus de détente, dans le vain espoir d'arrêter la désagrégation des blocs. Un nouvel équilibre mondial multipolaire se profile et, par conséquent, l'espace laissé libre à l'action des Etats et des forces politiques tend à augmenter. C'est l'espace qui s'ouvre aux forces neuves. Or, ces forces, partout où elles se manifestent, s'installent dans l'opposition à l'ordre établi.

En fait, avec l'affaiblissement de la discipline internationale rigide qui avait caractérisé la guerre froide, la couverture idéologique de l'ordre mondial bipolaire tombe en lambeaux. Le stalinisme et le maccarthysme perdent toute justification. Les mythes d'une Russie patrie et bastion du «communisme» et d'une Amérique patrie et bastion de la «démocratie» ne sont plus croyables. Les deux puissances guides des blocs n'offrent plus à l'humanité un modèle de société à imiter.

C'est en 1964 que le mouvement étudiant se manifesta pour la première fois à Berkeley, une des universités les plus modernes et les plus libres du monde, aux Etats-Unis, le centre du système impérial occidental. Le fil conducteur de l'agitation étudiante, c'est la dénonciation de l'impérialisme américain. En particulier, de la guerre du Viet-nam, sa nature (guerre d'une grande puissance mondiale contre un petit peuple du tiers monde), sa férocité (emploi d'armes spéciales, bombardement de

villes, torture), ses circonstances (la guerre éclate dans un climat de détente internationale) sont propres à mettre en pleine lumière la profonde dégénération subie par l'ordre mondial. Les Etats-Unis (comme l'U.R.S.S.), pour défendre leurs intérêts de puissance menacés dans plusieurs secteurs, sont contraints à recourir de plus en plus fréquemment à des solutions militaires.

Démocratie et communisme se sont transformés, au service des grandes puissances, d'idéologies libératrices en instruments diplomatiques de conservation du statu quo international et en instruments répressifs des mouvements de libération en lutte contre l'impérialisme: les franges de plus en plus consistantes qui se détachent des forces de gauche traditionnelles refusent l'encadrement dans les vieilles divisions et choisissent comme nouveaux points de repère internationaux la Chine, le Viet-nam ou Cuba, symboles de résistance victorieuse à l'impérialisme.

En outre, la détérioration de l'équilibre mondial a déterminé un déplacement sensible de l'équilibre interne de la société américaine, qui se manifeste par l'influence accrue des industries de guerre et des chefs militaires sur toutes les institutions de la société, y compris l'université. Ce phénomène est à la base de la décomposition du système démocratique américain.

A la collaboration internationale des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. correspond à l'intérieur des Etats la convergence progressive des forces de gauche et de droite, l'intégration des partis communistes au système et la formation de nouveaux ferments d'opposition radicale extra-parlementaire.

La révolte des jeunes est la réaction à la stérilisation des idéologies traditionnelles désormais incapables de comprendre et d'orienter la phase actuelle de l'histoire, et à la crise de l'assiette mondiale du pouvoir qui se répercute à l'intérieur de tous les Etats, en les rendant de plus en plus faibles et incapables de remplir leurs missions, même les plus modestes.

C'est en Europe occidentale, où le vide de pouvoir a contribué à la transformation des Etats-Unis en gendarme et banquier du monde, que la crise se manifeste avec le plus d'acuité. Dépassés par l'histoire, à cause de leurs dimensions, réduits au rang de sujets passifs de la politique internationale, les pays européens ne peuvent qu'avaliser l'impérialisme des grandes puissances et la politique des blocs ou se rebeller sous la forme stérile et velléitaire du nationalisme de type gaulliste. Du reste, les tragiques événements de Tchécoslovaquie ont démontré de la façon la plus claire qu'il n'y a pas d'alternatives possibles dans les cadres politiques établis, que l'indépendance en politique extérieure, qu'il n'y a pas de liberté sans la puissance nécessaire à sa défense.

La crise de l'Etat en Europe occidentale a désormais atteint un point si avancé que les institutions sont méprisées et sont en train de perdre le consensus de secteurs de plus en plus vastes de la population. L'esprit de révolte, qui s'étend même au delà du monde étudiant, n'est que l'aboutissement à gauche, encore anarchoïde, faute d'objectifs réalistes de pouvoir, d'un phénomène général qui se manifeste à droite et au centre par l'apathie, le scepticisme, la décadence des valeurs civiques, et qui pourrait nous ramener, avec le rappel à l'ordre à tout prix, en présence de la violence qui réapparaît dans la vie sociale, à de nouvelles formes de fascisme. Mais la raison indique clairement l'autre terme de l'alternative. Il s'agit d'asseoire le pouvoir politique sur une base plus forte, plus ouverte, plus évolutive que la base nationale. Il faut donc fonder sur l'unité économique européenne le premier novau fédéral et donner ainsi la vie à l'embryon du pôle européen, indispensable, comme le pôle chinois, à la formation d'un ordre international plus flexible, pacifique, ouvert.

Or, en proposant dans le cadre de l'analyse des contradictions qui ont engendré les mouvement étudiants

un discours en termes de fédéralisme européen, nous ne voulons certes pas tenter une ennième fois de capter les énergies libérées par ce mouvement, nous voulons seulement affirmer qu'en l'absence du développement d'une stratégie politique «autonome», le mouvement étudiant est inévitablement destiné à tomber victime de ces forces politiques qui dans le cadre existant cherchent à récupérer et à réabsorber les poussées qu'il laisse échapper (cf. en France et en Italie les séductions répétées des P.C. qui trouvent toujours quelques oreilles disposées à écouter).

Il n'est pas difficile de découvrir les raisons qui ont empêché jusqu'à présent le développement d'une stratégie politique, «autonome», du mouvement, qui est forcé, par conséquent, de suivre la voie sans issue de l'action directe pour l'action directe, laquelle produit inévitablement, même avec des intentions révolutionnaires, des effets réformistes. Les mouvements étudiants, nous l'avons vu, reflètent la crise globale de notre société qui se manifeste par l'incapacité de surmonter les contradictions de la structure de classe et de l'ordre international. La réponse à la crise globale a donc été, au moins dans cette première phase, elle aussi globale; la contestation va du refus de l'impérialisme dans les rapports internationaux, au refus de l'autorité dans le rapport entre étudiant et enseignant à l'université et dans le rapport entre père et fils dans la famille. Le caractère global de la crise, de la contestation et de la lutte a permis, du reste, aux mouvements étudiants d'entrevoir, bien qu'embryonnairement, d'autres modèles de société et d'humanité, de concevoir une fois encore l'utopie, de proposer à nouveau la réflexion sur les valeurs ultimes de l'histoire. Quelle que soit l'issue du processus en cours, le mouvement étudiant aura eu le mérite de remettre en valeur, à une époque de culture relativiste et technique, les potentialités d'une perspective totalisante et d'une considération dialectique de la réalité sociale. Mais c'est justement ce caractère global qui peut se transformer sur le plan politique en une limite grave de l'expérience des mouvements étudiants. La traduction des valeurs ultimes en objectifs politiques concrets et réalisables qui, tout en maintenant avec ces valeurs un lien dialectique (c'est en quoi consiste précisément l'élaboration d'une stratégie politique révolutionnaire et «autonome»), présuppose justement l'abandon du plan global pour placer la lutte dans le cadre des possibilités offertes par la situation historique. Aux groupes «culturels», il est permis d'anticiper de plusieurs siècles même les solutions qui seront proposées de temps en temps par le cours de l'histoire; les groupes «politiques» doivent toujours au contraire tenir compte de la réalité, c'est-àdire des possibilités qu'offre de temps en temps le cours de l'histoire de faire un pas en avant dans la réalisation des valeurs ultimes.

Le mouvement étudiant, dans presque tous les pays, mais en particulier en Europe occidentale, se trouve aujourd'hui devant cette alternative: s'il veut passer de la contestation globale à la construction d'une force politique révolutionnaire, il doit choisir le cadre dans lequel il veut agir, les objectifs qu'il veut atteindre, autrement dit il doit élaborer sa stratégie politique. Ces choix seront d'une grande importance pour le développement du mouvement; si, par exemple, l'«internationalisme étudiant», qui est pourtant une des caractéristiques les plus prometteuses du mouvement, est sacrifié en faveur de la «révolution dans chaque pays», il n'est pas difficile de prévoir que le mouvement étudiant lui-même tombera victime, comme en son temps le mouvement ouvrier, du mécanisme de conservation le plus puissant dont disposent les classes dominantes pour diviser le front révolutionnaire: l'Etat national. Au contraire, si le mouvement étudiant réfléchit sur les causes qui l'ont produit et sait les identifier dans l'inégale répartition du pouvoir dans le monde actuel qui rend possible l'impérialisme (en Grèce comme au Viet-nam, en Tchécoslovaquie comme en Amérique latine), alors il saura choisir un cadre supranational de lutte et des objectifs intermédiaires capables de remettre en cause la répartition du pouvoir dans le monde. Sur ce point, il est possible d'ouvrir un dialogue entre fédéralistes européens et mouvement étudiant; les fédéralistes européens, au moins pour ces groupes qui ont développé une thématique autonome et avancée, n'aiment pas l'idée de la Fédération européenne; pour eux, celle-ci n'a que valeur d'instrument afin de remettre en cause la situation actuelle des rapports de puissance et de créer un cadre qui permette de repenser en termes nouveaux l'assiette sociale de l'humanité. A l'origine de leur mouvement, il y a aussi, comme pour les mouvements étudiants, la perception du profond écart entre les valeurs ultimes de l'homme et sa situation actuelle dans un monde qui n'a pas encore surmonté l'exploitation de classe et la guerre entre les nations, et la volonté qui en résulte d'orienter l'action vers ces fins et ces valeurs ultimes. Cette perception, il est vrai, peut pousser l'action dans des directions différentes pas nécessairement toutes incompatibles entre elles. Nous fédéralistes, nous pensons que la bataille pour la Fédération européenne est la bataille qui nous est imposée par la situation historique actuelle parce que l'existence d'une pluralité d'Etats dans l'espace européen nous paraît être la contradiction primaire (c'est-à-dire une contradiction dont dépendent d'autres contradictions) de notre système politico-social actuel. Nous voudrions inviter tous ceux qui d'une façon ou d'une autre se reconnaissent dans le mouvement étudiant (et beaucoup d'entre nous s'y reconnaissent, ou au moins y reconnaissent beaucoup de leurs exigences) à débattre ce choix qui est le nôtre.

### L' Europe pour quoi faire?\*

FRANCESCO ROSSOLILLO

Depuis la dernière guerre, la société européenne est parcourue d'une aspiration vers des modes de vie sociale et d'organisation du pouvoir politique qui, donnant corps à une société plus libre et plus juste, encadrée par des structures politiques à la mesure de l'homme, aillent au delà des modèles russe et américain. Empreints de formes d'autoritarisme qui paraissent opposées, ceux-ci exercent en fait le même type de violence sur le libre développement de la personnalité des citoyens.

Seulement virtuelle et, de toute façon, limitée en extension tant que la libre expression de tout ferment idéal était freinée par la guerre froide, de plus en plus explicite et diffuse après que l'écran de la guerre froide eut disparu, cette aspiration antiautoritaire est devenue presque générale. Elle s'est exprimée surtout dans trois secteurs et à propos de trois problèmes cruciaux de la société européenne moderne: l'école, l'usine et le milieu naturel et urbain.

A l'école, elle s'est manifestée sous la forme d'une protestation contre le contrôle bureaucratique par l'Etat et le conditionnement par l'appareil productif qui, conce-

<sup>\*</sup> Il s'agit du rapport présenté au colloque de Bruxelles «Communautés européennes et société européenne» des 18-19 avril 1970.

vant l'école comme un instrument dont la fonction exclusive est de créer des citoyens dociles au pouvoir et intégrés à la structure économique de la société, ont imposé et imposent l'enseignement d'une culture pétrifiée et spécialisée et l'adoption d'une pédagogie autoritaire et répressive; et d'une revendication d'authentique démocratie dans une école libre de tout encadrement bureaucratique et qui, par l'adoption d'une pédagogie moderne, fondée sur le dialogue quotidien des maîtres et des élèves, et l'enseignement d'une culture vivante et actuelle, mette au premier plan l'objectif du développement de la personnalité de l'étudiant au lieu de la mutiler arbitrairement.

A l'usine, elle s'est manifestée sous la forme d'une protestation contre des méthodes de gestion surannées qui foulent aux pieds sans raison la dignité humaine des travailleurs, et d'une revendication aussi bien du droit des travailleurs de s'approprier une plus grande part du produit de l'entreprise que de leur droit de participer, en tant que classe, à la programmation de la production à l'échelle nationale et, en tant qu'individus, aux décisions concernant l'organisation du travail à l'intérieur de l'entreprise et au contrôle de la gestion de l'entreprise en général.

Dans le milieu naturel et urbain, elle s'est manifestée sous la forme d'une prise de conscience diffuse, sans précédent par son ampleur dans l'histoire de la civilisation, de l'urgente nécessité d'une politique du territoire articulée, capable d'harmoniser la solution des problèmes du développement économique et celle des problèmes de la sauvegarde des valeurs naturelles et de la protection, ou de la restauration, de milieux urbains qui permettent le maintien, ou le rétablissement, de rapports communautaires entre les hommes, en bloquant le processus en cours qui conduit, par le développement anarchique en tache d'huile des villes et la destruction systématique du milieu naturel, à une déshumanisation progressive des rapports sociaux et de la vie individuelle. Cette prise de conscience

s'exprime sous la forme d'une protestation contre la centralisation des décisions de politique territoriale, qui sert de couverture aux intérêts spéculatifs protagonistes de la destruction du milieu naturel et urbain et sous la forme d'une revendication du droit des communautés territoriales de discuter et de résoudre démocratiquement ellesmêmes les problèmes qui les concernent.

Ces aspirations et ces luttes antiautoritaires diffuses sont accompagnées de la conscience aiguë de la nécessité de réaliser une autre valeur inséparablement liée à toutes celles qui agitent aujourd'hui la société européenne: la paix. Alors même que l'humanité livre une grande bataille pour la libération de l'individu, pour la reconnaissance de sa dignité et de sa responsabilité, elle s'est dotée de moyens de destruction d'une puissance qui la rend capable, et la conscience n'en a jamais été aussi aiguë qu'aujourd'hui, de détruire n'importe quelle conquête de la civilisation en très peu de temps et de rendre ces conquêtes difficiles et incertaines dans la mesure où, faisant peser sur l'humanité la menace de la destruction, elles mobilisent une immense quantité d'énergies matérielles et morales qui sont soustraites aux grandes luttes contemporaines de civilisation.

\* \* \*

Ces ferments et ces revendications sont, d'une part, guidés par les valeurs que les grandes luttes politiques du dix-neuvième siècle ont fait surgir et doivent donc être interprétés comme la manifestation du besoin de poursuivre les révolutions libérale, démocratique et socialiste. Ces dernières et les ferments antiautoritaires et pacifistes actuels se situent par conséquent dans la même ligne d'évolution: celle de la prise en main progressive par l'homme de son destin, de l'humanisation progressive du pouvoir et, en général, des rapports entre les hommes. En effet les exigences qui agitent la société européenne

d'aujourd'hui proposent à nouveau sous des formes différentes les grandes valeurs qui ont inspiré les idéologies du dix-neuvième siècle: la liberté individuelle contre l'arbitraire du pouvoir; une plus grande participation des citoyens à la prise des décisions qui les concernent à tous les niveaux; et une répartition plus juste de la richesse.

Mais, en même temps, les luttes en cours aujourd'hui en Europe ont fait surgir des perspectives de valeur nouvelles. Alors que les grandes idéologies du dix-neuvième siècle se donnaient comme objectif la libération d'une classe sociale — la bourgeoisie d'abord, puis le prolétariat —, le sens des inquiétudes actuelles — malgré la terminologie de classe dont usent souvent quelquesuns des groupes qui les expriment, et qu'on peut expliquer sur la base de l'observation de Marx suivant laquelle tout mouvement historique a tendance à exprimer ses revendications en employant la terminologie de celui qui l'a immédiatement précédé — est celui de la libération de l'individu en tant que tel.

D'autre part, même la valeur de la paix, qui était pourtant présente dans l'horizon des idéologies libérale, démocratique et socialiste, n'est placée qu'aujourd'hui au sommet de l'échelle des valeurs; ce n'est qu'aujourd'hui qu'elle est considérée comme une fin à atteindre en soi, alors que dans les grandes idéologies du dix-neuvième siècle elle occupait une position subordonnée et sa réalisation était considérée comme un sous-produit de l'instauration d'un ordre libéral, démocratique ou socialiste respectivement.

Cette transformation des perspectives de valeur, aujourd'hui en Europe, par rapport à celles qui marquèrent les grandes révolutions du dix-neuvième siècle, n'est pas arbitraire; c'est le résultat de l'évolution des moyens matériels de production et des forces productives.

L'évolution des moyens matériels de production et des forces productives au cours du dix-neuvième siècle a eu pour résultat l'intégration progressive des classes sociales, ce qui ne signifie pas, assurément, que les injustices dans la répartition de la richesse en Europe sont aujourd'hui vaincues, mais que, les classes laborieuses ayant atteint un niveau moyen de revenu qui leur permet de mener une existence digne, la lutte des classes a dépassé sa phase violente et a cessé d'être le problèmeclef de la vie politique. Autrement dit, le dix-neuvième siècle a en fait libéré les classes. Ce développement a donc créé la base matérielle de l'émergence d'une valeur nouvelle: la libération de l'individu par l'instauration de rapports sociaux communautaires, qui étaient impensables tant que la haine de classe élevait une barrière insurmontable entre prolétaires et bourgeois du même Etat, de la même ville, du même village.

D'autre part, ce processus qui a conduit à l'intégration des classes sociales n'a pas agi seulement en profondeur mais a commencé, au cours du vingtième siècle, à agir aussi en extension, c'est-à-dire à intégrer des populations d'Etats différents. Cette nouvelle direction du processus, qui s'est manifestée de manière particulièrement évidente en Europe où la contradiction entre le degré actuel de développement des moyens matériels de production et les dimensions des Etats nationaux, héritées du dix-neuvième siècle, est plus profonde, a eu deux conséquences apparemment opposées, mais en fait convergentes. D'un côté, avec le développement des moyens de communication et des armements qu'elle a produit, elle a rendu la guerre immensément plus destructive que dans le passé et, par conséquent, elle a pour la première fois fait apparaître la paix comme la condition indispensable d'un progrès quelconque de la civilisation.

De l'autre, en mettant en contact de plus en plus étroit et fréquent des peuples d'Etats differents, elle a pour la première fois créé les conditions de la pensabilité de la réalisation de la paix par le dépassement des barrières entre les nations.

D'autre part, la situation existant aujourd'hui en Europe, telle que nous l'avons définie dans ses aspects de valeur et dans ses aspects matériels, est encore en l'attente d'une théorie politique qui fournisse les catégories pour comprendre la réalité nouvelle de la société européenne et pour créer des institutions en mesure d'appeler sur elles le consensus des citoyens européens et d'exprimer une politique adaptée aux nouveaux besoins. Cette théorie ne peut être ni la théorie libérale, ni la théorie démocratique, ni la théorie socialiste qui, indépendamment des aspects idéologiques qu'elles contenaient, ont rempli la fonction de fournir les catégories pour interpréter la réalité sociale des différentes phases du dix-neuvième siècle. Il doit s'agir d'une théorie nouvelle, qui conserve ce qu'il y a de non idéologique dans le libéralisme, la démocratie et le socialisme, mais les dépasse dans une vision adaptée aux problèmes de notre temps.

Cette théorie est le fédéralisme. Le fédéralisme, en effet, considéré dans son aspect de structure comme la théorie de l'Etat fédéral, fournit un instrument institutionnel qui, d'un côté, a la caractéristique d'être ouvert, c'est-à-dire de ne pas être limité à l'étendue d'une seule nation traditionnelle, et capable à la limite de servir de formule politique pour un gouvernement mondial; et qui, de l'autre, a la caractéristique de présenter une large articulation, propre à garantir la plus grande division territoriale du pouvoir et le maximum de self-government local. L'Etat fédéral constitue par conséquent la seule formule politique qui, d'un côté, permette de dominer par la méthode démocratique le cours supranational actuel de l'histoire mondiale en dépassant les barrières entre les nations et, en perspective, de penser à la réalisation de la paix perpétuelle par la création d'un gouvernement démocratique mondial; et qui, de l'autre, en garantissant un large degré d'autonomie des collectivités locales, permette de créer les conditions du développement d'une véritable vie communautaire et donc de la libération de l'individu.

\* \* \*

Qu'une théorie fournissant les catégories propres à exprimer les ferments nouveaux qui agitent la société européenné ne se soit pas encore largement répandue doit être attribué à l'obstacle politique qu'ils ont recontré et qui les a changés, faute d'avoir découvert une issue positive, en mouvements de révolte ou en une malaise stérile; notre problème est donc maintenant de comprendre la nature de cet obstacle et d'identifier la solution politique de l'état de crise où se débat l'Europe par suite de la contradiction profonde qui s'y est créée entre la situation de fait et les valeurs partagées par la plupart des citoyens.

L'obstacle, comme on l'a déjà indiqué précédemment, consiste dans l'Etat national. L'abattre constitue donc l'indispensable condition préalable pour faire une politique quelconque de progrès aujourd'hui en Europe.

Les raisons pour lesquelles l'Etat national constitue aujourd'hui le goulot d'étranglement qui empêche toute évolution progressive de la politique et de la société en Europe peuvent se comprendre si l'on considère deux éléments — l'un historique, l'autre actuel — qui expliquent son incapacité à résoudre les problèmes de notre temps.

Le premier consiste dans la centralisation de l'Etat en Europe continentale, que notre époque a reçu en héritage de l'histoire antérieure. Il s'agit d'un phénomène dont les raisons ne peuvent pas être étudiées ici, mais qui a marqué d'une empreinte profonde toute la vie politique et sociale des Etats continentaux européens au cours de l'histoire moderne. En créant un appareil étatique autoritaire, bureaucratique, éloigné de la vie des citoyens et donc soustrait à toute possibilité de contrôle de leur part, il a partiellement effacé les efforts des protagonistes des révolutions libérale, démocratique et socialiste et est

responsable de l'autoritarisme qui, encore aujourd'hui, est présent dans tous les secteurs de la société et contre qui luttent, à l'école, à l'usine et dans le milieu naturel et urbain, les étudiants, les ouvriers et la partie la plus consciente du peuple.

D'autre part, ce type d'Etat, même s'il est affaibli aujourd'hui, comme on verra par la suite, et s'il laisse par conséquent un espace pour la naissance d'aspirations à la décentralisation et à la reviviscence des nationalités minoritaires, ne permet pas à ces aspirations de prendre racine, de trouver une expression politique effective et donc de se traduire par des résultats concrets parce que, d'une part, il se fonde sur l'idéologie de la nation, en tant qu'entité éternelle et indivisible et, d'autre part, par une action séculaire de nivellement, il a systématiquement étouffé toute particularité locale de caractère linguistique ou culturel et donc la base sociale elle-même, la source de la volonté politique du rétablissement d'un degré effectif de décentralisation à l'intérieur des Etats existants.

Le second facteur, qui s'est manifesté avec une évidence de plus en plus dramatique au cours du vingtième siècle, consiste, comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, dans l'inadéquation croissante des dimensions des Etats européens aux dimensions que le développement ininterrompu des moyens matériels de production a donné aux rapports économiques et aux problèmes stratégiques. Les Etats européens étaient des unités politiques à la hauteur des problèmes posés par les sociétés du dix-neuvième siècle, mais ils ne sont plus du tout à la hauteur de ceux que pose la société de notre temps et, par voie de conséquence, ils ont été déchus de leur rang de protagonistes à celui de simples objets de la politique mondiale et c'est seulement au prix du sacrifice d'une large part de leur souveraineté en matière économique qu'ils ont pu, avec le Marché commun, sauver leur prospérité matérielle.

C'est la seule vraie raison de la crise de l'Etat en Europe occidentale, dont tout le monde parle aujourd'hui sans pour autant en comprendre la nature. Considérée sous l'angle le plus général, elle se manifeste sous la forme d'une crise de consensus, d'une désaffection des citoyens pour l'Etat, motivée par l'incapacité de ce dernier, profondément ressentie par les citoyens eux-mêmes, même si c'est tout-à-fait inconsciemment, de garantir par son action leur sécurité et leur bien-être qui dépendent désormais d'autres centres de décision: le gouvernement américain et le capitalisme international agissant librement dans le cadre du Marché commun.

Cette crise de consensus devient immédiatement crise du processus de formation de la volonté politique, en ce sens qu'aucune classe politique ne peut, sans une forte participation de l'opinion publique, exprimer des majorités stables et homogènes, capables de promouvoir des politiques courageuses et que la sélection de la classe politique elle-même, dans une situation où les partis sont de plus en plus discrédités et en crise d'adhérents, se détériore, portant à la direction de l'Etat des personnalités médiocres et privées de capacités politiques.

Cela explique pourquoi, même en présence de la menace du désordre, les gouvernements européens n'ont pas su montrer l'énergie et l'imagination nécessaire pour aborder les problèmes de l'école, du monde du travail, du milieu naturel et urbain et sont en train de laisser se gangrener, dans la confusion et l'impuissance, une situation qui devient de plus en plus intenable.

En particulier, cela explique l'impuissance de la classe laborieuse, condamnée à un rôle subordonné par les dimensions nationales des syndicats, qui sont engagés dans une lutte inégale contre une classe capitaliste, dont les secteurs avancés agissent dans une dimension européenne.

D'autre part, l'impuissance des Etats nationaux européens — dont la structure close et militariste avait depuis toujours rendu précaire l'équilibre européen — a créé en Europe — et dans la partie du monde qui s'attendrait naturellement à être aidée par l'Europe — un vide de puissance qui a contribué de façon déterminante à détériorer l'équilibre mondial dans la mesure où il a contraint les deux superpuissances à étendre, d'un formidable effort militaire, financier et idéologique, leurs zones d'influence à des parties du monde que la géographie excluerait naturellement de leur rayon d'action; et, par conséquent, dans la mesure où il a placé les deux superpuissances elles-mêmes directement l'une en face de l'autre, sans tiers protagoniste dans l'équilibre international, capable de jouer un rôle de médiateur dans leurs conflits. L'impuissance des Etats nationaux européens a donc eu une importance négative énorme par rapport aussi au but du maintien de la paix.

Les considérations qui précèdent font clairement apparaître la conclusion qu'aucune des aspirations idéales qui agitent aujourd'hui l'Europe ne pourra connaître un début de réalisation tant que la société européenne continuera à être organisée sous la forme historiquement dépassée de l'Etat national, avec sa centralisation et son impuissance; et que la seule lutte qui puisse leur donner un aboutissement positif est la lutte pour le dépassement de l'Etat national sous la seule forme historiquement concevable aujourd'hui: la fondation de la fédération européenne.

La fédération européenne écarterait les deux facteurs que nous avons indiqués précédemment et qui font de l'Etat national le goulot d'étranglement qui empêche la société européenne d'évoluer vers des formes plus élevées de vie sociale. Elle naîtrait avant tout dans une zone fortement diversifiée du point de vue linguistique et culturel, c'est-à-dire sur le terrain des nations européennes historiquement consolidées. La structure fédérale de l'Etat européen ne serait donc pas une formule juridique vide, mais aurait pour support des comportements sociaux

historiquement enracinés qui donneraient une vie effective à l'articulation juridique fédérale et, par la division du pouvoir qu'elle créerait, laisserait un large espace aussi à l'expression concrète des aspirations au *self-government* des collectivités plus petites, territoriales et fonctionnelles.

Recouvrant un rôle de premier plan dans l'équilibre international et la capacité de contrôler une économie qui a atteint des dimensions continentales, elle rétablirait aussi le circuit de confiance entre les citoyens et le pouvoir, irrémédiablement coupé dans les Etats nationaux, et saurait donc exprimer une volonté politique dotée de l'énergie et de l'imagination nécessaires pour résoudre les problèmes de notre temps.

C'est donc seulement dans la fédération européenne qu'est concevable la réalisation d'une école démocratique et pluraliste; c'est seulement dans la fédération européenne que les syndicats, mis en crise par leur dimension nationale qui les rend impuissants en face d'une économie qui a atteint des dimensions continentales, recouvreraient la force nécessaire pour faire participer substantiellement les travailleurs à la planification de l'économie, pour leur faire obtenir une part réellement, et pas seulement nominalement, plus grande du produit social et pour affirmer par des mesures concrètes le principe du droit des travailleurs de participer aux décisions concernant l'organisation du travail et la gestion de l'entreprise en général; c'est seulement dans la fédération européenne que les collectivités locales pourraient acquérir l'autonomie et le pouvoir suffisants pour participer activement, chacune dans le cadre de son ressort territorial, aux décisions de politique du territoire, en y faisant valoir, au delà des intérêts du développement économique à court terme, ceux de la sauvegarde des valeurs communautaires et des conditions d'un libre développement de la personnalité individuelle.

La fédération européenne enfin apporterait une contribution essentielle à l'instauration d'un équilibre mondial plus pacifique, remplissant, par sa seule présence, le vide de pouvoir qui rend l'équilibre actuel tendu et instable; et elle mettrait entre les mains des citoyens européens décidés à lutter pour la paix un instrument capable de traduire leurs aspirations en une politique, plutôt qu'en témoignages stériles, comme il arrive aujourd'hui dans le cadre des impuissants Etats nationaux.

\* \* \*

Une fois comprise l'immense portée des transformations sociales que la fondation de la fédération européenne permettrait de réaliser, il est extrêmement important de mettre en relief, pour éviter des déviations idéologiques, que la fondation de la fédération européenne ne sera pas la fin de la préhistoire, le saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.

Historiquement, les principales sources de la domination de l'homme sur l'homme ont été au nombre de deux et sont, du reste, étroitement liées entre elles: la division sociale du travail, qui rend nécessaire l'organisation du travail lui-même, et donc l'instauration de rapports de commandement et d'obéissance; et l'anarchie internationale, qui produit la guerre et la nécessité d'encadrer la vie sociale toute entière dans un réseau de rapports autoritaires pour se préparer à y faire face, ou même seulement à l'éviter, et qui, par conséquent, perpétue la division sociale du travail même là où, dans l'abstrait, elle pourrait être surmontée.

Or, le stade actuel de l'évolution des rapports matériels de production dans la partie la plus industrialisée du monde permet d'entrevoir la possibilité d'éliminer ces deux sources de l'oppression. D'un côté, la révolution du mode de production que constitue l'automatisation — qui, aujourd'hui déjà, transforme à un rythme accéléré

l'ouvrier en technicien — fait apparaître à l'horizon la perspective de l'abolition complète du travail aliéné. De l'autre, l'accroissement en extension de l'interdépendance dans les rapports humains qui dépend de la même évolution du mode de production, engendre la tendance historique à la création d'unités politiques de dimensions de plus en plus vastes et rend possible, même si ce n'est qu'en perspective, l'unification politique du genre humain dans le cadre d'une fédération mondiale qui, abolissant définitivement la division du monde en Etats souverains, éliminera l'anarchie internationale et donc la racine même de la guerre.

Dans cette perspective, une époque devient concevable où la journée de travail de tous les hommes sera de trois heures; où toutes les énergies des hommes, libérées par la disparition (au moins tendancielle) du travail aliéné et par l'élimination de la violence dans les rapports internationaux, pourront être consacrées au gouvernement démocratique des libres communautés où se déroulera leur vie et, en particulier, au gouvernement à des fins sociales de l'activité productive qui s'y développera; où la propriété privée des moyens matériels de production elle-même pourra être abolie sans pour cela tomber dans la capitalisme d'Etat et dans le centralisme bureaucratique; où le modèle de l'école démocratique pourra être complètement réalisé parce que la société ne demandera plus à l'école des forces de travail aptes à remplir certaines fonctions prédéterminées, mais des hommes accomplis.

Dans cette société, par conséquent, les rapports entre les hommes, aujourd'hui fondés sur la domination et l'exploitation, abstraits et mécaniques, déterminés par les nécessités objectives de la division sociale du travail et de la raison d'Etat, seront remplacés par un nouveau type de rapports, qui se manifestent aujourd'hui, tout au plus, dans le cadre de la famille: des rapports où, pour employer l'expression de Brecht, l'homme sera un homme pour

l'homme, où les hommes se considèreront réciproquement comme des fins et non comme des moyens. La cellule de base de cette société ne sera donc pas l'organisation autoritaire de l'usine, de l'administration et de l'armée, mais la communauté, c'est-à-dire la sphère sociale où ces rapports d'homme à homme se manifesteront quotidiennement dans leur réalité.

Dans cette société, le pluralisme deviendra une réalité vivante parce que la société elle-même ne sera plus une machine gigantesque dont les hommes sont les engrenages et à laquelle ils sont contraints de sacrifier leur identité d'homme, leur individualité pour s'adapter au rôle d'éléments d'un plan unique, impersonnel; mais bien la sphère où se manifesteront les vocations individuelles, infiniment diverses, des hommes et leurs libres initiatives associatives.

Mais, si la libération définitive de l'homme est devenue aujourd'hui pour la première fois concevable en perspective, il est impensable au contraire que sa réalisation coïncide avec l'unification politique de l'Europe. En effet, aucune des deux causes de l'oppression et de l'exploitation, dont nous avons fait mention précédemment, ne sera éliminée par la fondation de la fédération européenne.

Comme nous avons vu, elle réalisera un équilibre international bien plus pacifique et progressif que l'actuel; mais elle sera toujours un Etat souverain dans un monde d'Etats souverains et elle n'éliminera donc pas la racine de la guerre et de la tension internationale et elle aura elle-même, que cela plaise ou non, une politique d'influence. Elle permettra de grandes conquêtes dans les secteurs névralgiques de la société d'aujourd'hui, à l'école, dans le monde du travail, dans le milieu urbain et naturel. Mais il est impensable que l'automatisation, qui en est encore à ses débuts, puisse conduire dans un bref laps de temps, et tant que subsiste l'anarchie dans les rapports internationaux, à la disparition de la division sociale du

travail; et il n'est donc pas concevable que la société européenne de demain dépasse le stade capitaliste — bien que contrôlé et humanisé — de l'évolution des rapports de production, ni la nécessité des rapports de commandement et d'obéissance dans l'activité économique, ni un certain degré de subordination de l'école et de la politique territoriale aux exigences de la structure productive.

La conscience du caractère seulement partiel de l'objectif de la fédération européenne peut décourager quelques belles âmes, mais constitue un instrument intellectuel essentiel de notre lutte. La prétention de présenter le fédéralisme, entendu comme projet politique immédiat, comme la réalisation achevée de toutes les valeurs, est fausse et contradictoire. Elle est fausse pour tout ce que nous avons dit précédemment. Elle est contradictoire parce qu'une valeur est complètement réalisée seulement quand elle est réalisée pour tous les hommes, alors que le fédéralisme en tant que projet politique ne concerne que les Européens, même si la fondation de la fédération européenne aura d'importantes répercussions au niveau mondial. Cela signifie que, quelle que soit la portée des réalisations que la fédération européenne rendra possibles, l'expérience fédérale européenne se déroulera dans un monde qui continuera d'être dévasté par la guerre, par la faim et par l'injustice.

Or, une expérience politique doit être considérée historiquement comme un échec si ses protagonistes ne sont pas impliqués dans les souffrances du reste du monde. Les pays riches, libres et justes qui ne se laissent pas toucher par la tragédie du monde pauvre et opprimé — en général, il s'agit de petits pays privilégiés — sont des sépulcres blanchis; ils ne sont en vérité ni vraiment libres ni vraiment justes parce qu'ils nient dans leurs rapports avec le reste du monde ces valeurs qu'ils prétendent avoir réalisées chez eux.

Mais, être impliqués dans les souffrances du monde pauvre et opprimé signifie assumer la responsabilité de leur soulagement. Et la responsabilité suppose une politique d'influence, la possession d'un armement, l'organisation du pouvoir à l'intérieur de façon à pouvoir utiliser cet armement, le maintien de sa propre productivité à un haut niveau par l'organisation du travail: cela implique en un certain sens renoncer à une part de ses propres conquêtes civiles et se charger d'une part des misères qu'on veut soulager.

L'Europe, qui sera par ses dimensions mêmes un des grands protagonistes de l'équilibre mondial, se trouvera précisément dans ces conditions. Mais si sa fondation ne signifie pas la réalisation définitive de toutes les valeurs, cela n'entamera aucunement sa signification historique universelle. La signification historique des grandes révolutions ne se mesure pas seulement, en effet, aux transformations matérielles qu'elles ont réalisées, mais aussi et surtout à l'importance du message qu'elles ont délivré à l'humanité, des perspectives qu'elles lui ont ouvertes. L'importance historique de la Révolution française ne se justifierait assurément pas si sa seule fonction avait été de porter la bourgeoisie au pouvoir en France. Or, même la fondation de la fédération européenne prendra une signification historique universelle non pas tant pour les transformations matérielles qu'elle réalisera à l'intérieur — qui pourtant seront considérables — que pour l'importance de l'exemple qu'elle donnera au reste du monde et pour les contradictions mêmes qu'elle mettra en évidence.

La fédération européenne, en effet, sera l'exemple de la transformation institutionnelle nécessaire pour le gouvernement démocratique d'une société moderne, caractérisée, à cause de l'évolution du mode de production, par des sphères d'interdépendance dans les rapports humains de plus en plus vastes, et cela grâce au dépassement de l'idée de nation comme base nécessaire de l'organisation du pouvoir politique. Autrement dit, la fondation de la fédération européenne sera le premier exemple de con-

trôle politique démocratique du cours supranational de l'histoire mondiale, c'est-à-dire d'un processus qui se manifeste en Europe aujourd'hui sous une forme aiguë, mais qui intéresse dès à présent, et intéressera de plus en plus, l'humanité tout entière. C'est pourquoi la fédération européenne aura une signification historique universelle, non limitée à la zone directement intéressée. Elle sera la préfiguration de la fédération mondiale.

La signification historique universelle de la fédération européenne est déjà visible dans le rôle objectivement anti-impérialiste et anticolonialiste qu'elle jouera automatiquement, en naissant, dans l'équilibre mondial. Impérialisme et colonialisme sont la seule formule politique opposable au fédéralisme qui permet le contrôle politique de la phase supranationale actuelle du cours de l'histoire. Cette formule serait vaincue par la naissance de la fédération européenne, qui briserait le monopole de pouvoir russo-américain et serait en mesure de faire une politique responsable à l'égard des pays du tiers monde, leur permettant vraiment de sortir de la spirale du sousdéveloppement, et les mettant ainsi en condition d'évoluer vers des formes d'intégration de plus en plus profondes et, par conséquent, vers une indépendance réelle, et pas seulement nominale, prémisse indispensable de la création d'une fédération mondiale, qui peut naître seulement comme un pacte entre peuples également libres et civilisés.

Mais, surtout, la fédération européenne portera en soi une contradiction lourde de développements futurs, qui en fera un élément dynamique et progressif de la prochaine phase du cours de l'histoire. Sa fondation ne sera pas, comme la fondation de la fédération américaine, un expédient pour résoudre une situation de crise spécifique d'une zone particulière en marge de l'équilibre mondial, mais le dépassement conscient de l'Etat national, c'est-à-dire du principe d'après lequel l'Etat doit nécessairement coïncider avec la nation.

La fédération européenne ne se justifiera donc pas, à sa naissance, comme l'Etat des Européens, mais seulement sur la base d'un principe négatif: précisément la négation de la nation comme base de l'organisation politique de l'humanité. Elle se présentera, en conséquence, avec un caractère qui, tout en étant conforme à la structure de l'Etat fédéral, était resté caché dans l'expérience américaine: celui d'être une forme ouverte à tous les peuples du monde, par rapport à laquelle toute délimitation territoriale constitue une négation de son principe. D'autre part, la réalité de l'équilibre mondial ne permet pas aujourd'hui de considérer la fédération mondiale comme un objectif politique immédiat. La fédération européenne naîtra donc en tant que fédération régionale et elle sera destinée à le rester longtemps. Elle devra donc, comme on l'a déjà dit, obéir aux impératifs d'une raison d'Etat, bien que dans l'ensemble plus progressive que celle des Etats nationaux actuels, elle aura une politique d'influence, bien que dans l'ensemble plus évolutive; à l'intérieur les rapports de domination ne seront pas abolis, même s'ils y sont plus humains. Mais le pouvoir politique n'aura dans ses mains aucun instrument idéologique d'efficacité comparable à l'idéologie nationale pour justifier la guerre, la domination et l'exploitation.

L'Etat national, fondé sur le principe de la coïncidence nécessaire de l'Etat et de la nation, est une formule politique achevée. Elle fournit au pouvoir tous les instruments idéologiques pour justifier l'inégalité entre les hommes, l'égoïsme national, la guerre et l'exploitation. L'Etat fédéral au contraire, dans la mesure où il est limité à une région du monde, est une formule politique imparfaite. Limitée dans l'espace, elle ne peut pas éliminer l'inégalité entre les hommes, l'égoïsme national, la guerre et l'exploitation, mais, née en opposition au nationalisme et à la fermeture, elle ne peut pas les justifier. C'est une formule politique faible et contradictoire parce qu'en se réalisant elle nie son principe.

Mais cela signifie que c'est une formule évolutive, parce que la contradiction qui la mine est le moteur qui l'empêche de se cristalliser, qui la rend instable tant que le cosmopolitisme qui constitue son principe n'est pas réalisé dans la fédération mondiale.

Ces considérations sont à notre avis d'importance extrême pour comprendre quels contenus la société européenne sera en mesure d'exprimer, quelles valeurs se manifesteront en elle. Elles nous permettent de comprendre que, sous cet angle, la société européenne se situera aux antipodes de la société américaine non seulement parce qu'elle est passée par l'expérience socialiste que la société américaine n'a pas connue; non seulement parce que le pluralisme de la société européenne sera bien plus riche et plus enraciné que le pluralisme factice de la société américaine; mais aussi, et surtout, parce que la naissance de la fédération européenne, étant objectivement qualifiée dans son aspect de valeur par le dépassement de l'Etat national et donc de la division du monde en Etats souverains, déchaînera des comportements sociaux orientés par rapport à la valeur du cosmopolitisme, lesquels, se trouvant frustrés par la réalité de la politique européenne, constitueront un ferment permanent d'opposition, un rappel permanent des valeurs, une mauvaise conscience permanente des hommes politiques européens. Ces comportements seront le sel de la société européenne et maintiendront vivante la signification de valeur que la fondation de la fédération européenne aura objectivement eue pour le reste du monde. Tout cela signifie que les véhicules de la signification historique de la fédération européenne ne seront pas seulement les classes politiques au pouvoir, mais aussi, et surtout, les oppositions et, par conséquent, qu'en appréciant l'importance qu'elle aura pour l'avenir de l'humanité il faut considérer non seulement les politiques que les gouvernements européens seront en mesure de faire, mais aussi, et surtout, les perspectives de valeur que les oppositions,

parlementaires et extra-parlementaires, seront en mesure de mettre en lumière et de répandre.

\* \* \*

A titre de conclusion, il est opportun de faire une considération de plus, qui du reste dérive logiquement de tout ce qui a été dit précédemment. A la question «L'Europe pour quoi faire? », la société européenne répond quotidiennement par ses inquiétudes, ses aspirations et ses luttes. La tâche des fédéralistes est de faire sauter le goulot d'étranglement qui les étouffe — l'Etat national - et de créer un cadre institutionnel dans lequel elles puissent se réaliser: la fédération européenne. Ils ne peuvent rien faire de plus. Ils ne peuvent prétendre modeler à leur façon la société européenne de demain, parce que, comme l'écrit Proudhon, «...il ne s'agit pas maintenant d'imaginer, de combiner dans notre cerveau un système que nous présenterons ensuite: ce n'est pas ainsi qu'on réforme le monde. La société ne peut se corriger que par elle-même, c'est-à-dire qu'il faut étudier la nature humaine dans toutes ses manifestations, dans les lois, les religions, les coutumes, l'économie politique».

Les fédéralistes doivent donc surtout savoir comprendre la nature du processus en cours, avec ses limitations, et aider les Européens à prendre conscience du mouvement dont ils sont eux-mêmes les protagonistes. Aux fédéralistes, on peut appliquer la phrase éclairante que Marx appliquait à la classe ouvrière dans la *Guerre civile en France*: «Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser

d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre».

Tout cela ne signifie évidemment pas que l'action des fédéralistes soit inutile. Ils ne peuvent pas changer la société, mais leur initiative est indispensable pour transformer les institutions qui en bloquent l'évolution. Et il est certain que sans l'initiative des fédéralistes l'Europe

ne se fera pas.

Cela ne signifie pas non plus que, dans le cadre de l'Etat fédéral européen, le gouvernement européen n'aura pas de choix à faire. Cela signifie que les alternatives qu'il aura en face de lui seront telles que, dans toutes les matières importantes, le plus erroné et le plus impopulaire des choix sera toujours infiniment plus progressif que le plus «progressiste» des choix d'un gouvernement national.

Enfin, cela ne signifie pas non plus que les fédéralistes doivent cesser de se réclamer des valeurs ultimes au cours de leur lutte. Cela signifie seulement que la réalisation de ces valeurs ne dépend pas de la capacité des fédéralistes eux-mêmes d'élaborer une «utopie» attirante, à accomplir «par un plébiscite», mais bien de la lente et incontrôlable maturation de l'humanité dans l'histoire, qu'ils peuvent aider en lui éclairant le chemin, mais pas en le lui traçant *ex novo*.

#### Les faits et les idées

### LA CRISE DU CENTRE GAUCHE EN ITALIE ET LE TERME EUROPEEN DE L'ALTERNATIVE \*

Le centre gauche est entré en crise. Désormais, avec la crise du centre gauche, c'est aussi le fragile équilibre de la démocratie qui est en crise en Italie. Les fédéralistes avaient prévu cette crise, en termes historiques, durant la Résistance, dans le Manifeste de Ventotene; et, en termes politiques, par de fermes prises de position, au début de l'expérience du centre gauche. Ils avaient indiqué dans le socialisme l'anneau le plus faible, parce que le plus exposé, de la chaîne. Dès cette époque, sans être écoutés, ils avaient affirmé que l'échec du centre gauche était inévitable dans le cadre italien, en l'absence d'aboutissement démocratique de l'intégration européenne.

L'Italie est, du point de vue international, un Etat satellite. L'Italie est, du point de vue interne, un Etat à parti permanent de gouvernement, sans solution de re-

change autonome et démocratique à gauche. L'Italie est un Etat qui contraint le mouvement ouvrier à subir l'hégémonie russe ou américaine, qui divise irrémédiablement ses expressions politiques, qui empêche le communisme de reconnaître le caractère impérialiste de la politique russe et la social-démocratie de reconnaître le caractère impérialiste de la politique américaine, qui ne permet pas aux forces qui veulent adapter le socialisme aux problèmes posés par l'impérialisme des Etats-guides et par l'évolution sociale de l'emporter sur les forces encore prisonnières d'idées calquées sur des luttes d'une autre époque.

En Italie, les rapports de force entre le parti socialiste et le parti communiste jouent à l'avantage du parti communiste, mais en bloquent l'évolution, et condamnent le socialisme non seulement à la défaite, mais aussi à la dégénération, en empêchant la formation du grand parti du travail. En Europe, à commencer déjà par celle des Six, ces rapports joueraient à l'avantage du parti socialiste, et au delà de la division politique actuelle du mouvement ouvrier, qui ne dépend pas de ses limites mais des limites de l'Etat italien, en faveur de tout le mouvement ouvrier, enfin libre, grâce au cadre européen, des hypothèques que font peser sur lui les impérialismes russe et américain.

Cette alternative ne concerne pas seulement la gauche, mais toutes les forces démocratiques. Sans gauche capable de jouer de manière autonome un rôle de gouvernement ou d'opposition, la droite ne peut pas rester sur le terrain démocratique. L'échéance approche pour l'Italie, comme pour tous les Etats européens. L'heure est venue de comprendre, avant qu'il ne soit trop tard, que toute politique qui ne modifie pas profondément l'échiquier des partis ne peut qu'accentuer leur dégénération croissante, jusqu'à l'écroulement inévitable de la démocratie. L'heure est venue de comprendre que la seule politique qui peut transformer, en Italie comme ailleurs, l'échiquier des partis, est celle qui consiste à les transférer sur le terrain européen, et à faire assumer en conséquence par les ci-

<sup>\*</sup> Il s'agit du texte de la lettre envoyée le 8 juillet 1969 par le Président du Bureau exécutif du M.F.E., Mario Albertini, à tous les parlementaires italiens. Il constitue la position officielle du secrétariat de la Commission italienne du M.F.E. sur la crise de gouvernement en Italie.

toyens et les partis leurs responsabilités européennes en matière de programmation économique et de politique extérieure dans le cadre d'une Communauté arrivée désormais sur le seuil de l'union économique, de son élargissement aux pays prêts à en faire partie, de son rapprochement des pays de l'Est européen.

Pour des raisons historiques, les fédéralistes ont réclamé depuis toujours la Constituante européenne. Pour des raisons politiques, ils ont prévu l'échec du centre gauche dans le cadre italien. Sachant au'ils ne seraient pas écoutés, ils ne se sont pas bornés à indiquer le terme européen de l'alternative, mais ils ont cherché à le préparer, pour faire en sorte qu'au moment de la crise la plateforme européenne de son dénouement positif soit prête aussi. Malgré la petitesse de leurs forces, résultant de leur auto-exclusion voulue et consciente du jeu électoral national, les fédéralistes ont réussi à mener à bonne fin, grâce à l'opportune intervention du Conseil italien du Mouvement européen, la tâche qui était la leur, l'initiative. Les partis peuvent par conséquent, pourvu qu'ils le veuillent, faire face à leur propre tâche, l'exécution.

Une délégation du Mouvement européen a présenté au Sénat italien une proposition de loi d'initiative populaire pour l'élection directe des délégués italiens au Parlement européen. Tous les groupes du Sénat, avec quelques réserves des partis non encore engagés sur le terrain européen, et le ministre Emilio Colombo au nom du gouvernement, se sont prononcés en faveur de cette loi. Si les actes font suite aux paroles et si l'Italie, la première, reconnaît le droit de vote européen des citoyens, les autres pays de la Communauté ne pourront pas refuser à leurs citoyens le même droit. Sur cette base, il sera possible d'aborder avec succès les problèmes européens qui sont sur le tapis; sans cette base, ce sera impossible, parce que rien ne peut plus être fait, en Europe et dans les Etats, avec des politiques qui ne transforment pas en profondeur l'échiquier des partis.

L'ombre d'un passé maudit se lève encore sur l'Europe divisée, incapable de rétablir la démocratie en Grèce, d'éliminer la dictature espagnole, de créer un espace pour le socialisme humain de la Tchécoslovaquie, et déjà prête à perdre les rares et insignifiantes libertés qui lui restent. En cette heure grave, sur le seuil de la tragédie, les fédéralistes adressent aux partis une prière et un avertissement. S'ils ne sont pas écoutés, si les partis ne savent pas approuver rapidement la loi pour l'élection directe des délégués italiens au Parlement européen, promouvoir dans toute l'Europe la reconnaissance du droit de vote européen des citovens, et donner finalement une voix, un visage et le pouvoir au peuple européen, l'histoire transformera cette prière et cet avertissement en la condamnation la plus impitoyable.

#### LA CRISE DE L'ETAT EN ITALIE \*

Le plan terroriste qui s'est manifesté par les bestiaux attentats de Milan et de Rome a le caractère de la folie criminelle, mais dépend du climat politique qui se développe en Italie avec la crise de l'Etat. Ce climat menace désormais tous les Italiens, et comporte par conséquent une responsabilité collective.

Il faut rappeler, en cette heure grave, que la folie n'est pas toujours incompatible avec l'ordre politique. La

<sup>\*</sup> Il s'agit de la déclaration rendue publique par le Président du Bureau exécutif européen du M.F.E., Mario Albertini, le jour des attentats de Milan et de Rome.

folie est l'aboutissement ultime de la violence généralisée; de la perte, par l'Etat, du contrôle de l'usage de la force. Comme cela s'est produit avec Hitler, la folie criminelle peut s'emparer des Etats et diriger leurs gouvernements.

En fait, l'Etat italien est en train de perdre le contrôle de la force. Il réussit de moins en moins à contenir la violence, à maintenir l'ordre, à assurer la vie pacifique des citoyens. L'heure est donc venue d'aviser, pour éviter que la dégradation de l'Etat aille jusqu'au point où seul un pouvoir terroriste pourrait rétablir l'ordre.

Il est clair pour tous qu'il faut faire respecter la loi et faire rentrer la force dans le cadre de la loi. La première tâche, pour les premières mesures contre le terrorisme, peut être entreprise par le gouvernement de l'Etat italien avec des décisions italiennes, la seconde seulement avec des décisions européennes.

Telle est la vérité, simple et dure. Le contrôle de la force échappe au cadre italien. Dominée dans la politique internationale par les vrais Etats modernes, les Etats continentaux; dans le domaine économique par les entreprises gigantesques de dimensions européennes et mondiales, la nation italienne — comme les autres nations européennes — peut assurer la vie autonome d'un Etat membre d'une Fédération européenne mais elle ne peut plus assurer la vie autonome d'un Etat national doté d'une souveraineté absolue.

Ce ne sont pas les partis, comme on dit de plus en plus fréquemment, qui ont mis en crise l'Etat italien. C'est l'Etat italien qui a mis en crise les partis. C'est un fait que les principes libéraux, démocratiques, socialistes et chrétiens gardent intacte leur validité; que seuls ces principes permettent d'obtenir les comportements indispensables pour subordonner la politique internationale aux exigences de la politique interne, pour imposer à

l'activité économique le respect absolu des valeurs prioritaires de caractère civil et social.

Mais en Italie, ces principes ne peuvent être que proclamés, pas réalisés, jusqu'à perdre complètement, comme c'est le cas, leur signification dans le cœur des hommes, parce que l'Italie, en tant qu'Etat à souveraineté absolue, est subordonnée aux grandes puissances politiques et aux grandes entreprises. Seule l'Europe, en tant qu'Etat fédéral, pourrait contrebalancer les grandes puissances politiques et les grandes entreprises. C'est en Europe seulement que ces principes pourraient être proclamés, mais aussi réalisés, en rendant la santé aux partis qui les représentent.

Cette vérité, simple et dure, ne doit plus constituer un secret d'Etat ou une constatation théorique amère comme celles de Luigi Einaudi, mais doit être rendue publique parce que, grâce au stade d'avancement de l'intégration européenne, il est possible, avec l'aide du peuple, de se battre pour la Fédération européenne.

C'est avec l'aide, et même la participation directe, du peuple, que les fédéralistes ont présenté une loi pour l'élection directe des délégués italiens au Parlement européen. L'approbation de cette loi peut constituer, pourvu qu'on le veuille, le point de départ pour obtenir l'élection générale du Parlement européen. A son tour, l'élection générale du Parlement européen peut constituer, pourvu qu'on le veuille, le point de départ pour la véritable construction de l'Europe, celle de son ordre constitutionnel.

Dans l'histoire des peuples et des Etats, le risque des catastrophes les plus tragiques et la possibilité des reprises les plus lumineuses se présentent toujours ensemble. Puisse la chance vouloir que ceux qui ont des responsabilités publiques, qui contrôlent les centres du pouvoir et ceux de l'information, et, en premier lieu, ceux qui ont

des responsabilités publiques en Italie, sachent suivre la voie que les fédéralistes ont non seulement indiquée, mais encore proposée, aux partis.

Le spectre du passé, ou un avenir lumineux, sont à la portée de tous les Européens. Ne pas le comprendre est un crime, c'est la défaite. A chacun de réfléchir, à chacun de faire son devoir.

#### Les livres

Achille Albonetti, Egemonia o partecipazione? Una politica estera per l'Europa. Etas Kompass, Milano, 1969.

Dans ce livre, Albonetti réunit en un exposé construit les thèses qu'il a élaborées depuis quelques années dans une longue série d'écrits. Cet exposé mérite d'être examiné avec attention parce qu'il est à la fois riche en indications et conclusions d'un indubitable intérêt et éminemment représentatif de l'orientation d'un groupe de hauts fonctionnaires de l'Etat et de diplomates qui disposent d'une influence considérable sur le ministère italien des Affaires étrangères (l'auteur est depuis 1961 directeur des Affaires internationales et des Etudes économiques auprès du Comité national pour l'Energie atomique).

La substance des propos tenus par Albonetti est la suivante. Il entend mettre en lumière, surtout par une analyse de l'évolution actuelle de l'équilibre international et des rapports de force sur le plan politique, militaire, économique et technologique qui se sont instaurés entre les pays européens et les grandes puissances mondiales, comment l'exigence de l'intégration, non seulement économique, mais aussi et surtout militaire et donc politique, des pays de l'Europe occidentale, à commencer par les

Six de la C.E.E. plus l'Angleterre, est devenue de plus en plus pressante et dramatique. Et il précise cette indication qui va à l'essentiel, en soutenant que l'Europe occidentale doit de la sorte acquérir la capacité, d'une part de se défendre de façon autonome et même avec une force de dissuasion nucléaire, si l'on n'en vient pas à un désarmement général et contrôlé dans ce domaine, et de l'autre d'instaurer avec les Etats-Unis d'Amérique un rapport de partnership entre égaux dans le cadre d'une alliance atlantique restructurée précisément sur une base bipolaire.

En identifiant les raisons qui sont à l'origine de cette exigence, l'auteur prend avant tout en considération le problème de l'écart technologique entre l'Europe et les Etats-Unis (et, dans une moindre mesure, l'U.R.S.S. aussi), en développant à ce propos une argumentation qui approfondit et complète, sous quelques aspects importants, celle, bien connue, de Servan-Schreiber. Il soutient en particulier qu'on fait rentrer improprement dans l'expression «écart technologique» certaines inégalités entre l'Europe et les Etats-Unis, telles la différence dans le niveau de la production et du revenu par tête, le déséquilibre de la balance des paiements technologiques et la fuite des cerveaux, qui en réalité devraient être considérées plus proprement comme des formes d'écart économique. Alors qu'au contraire, par écart technologique, au sens étroit, on doit entendre, à son avis, la prééminence des Etats-Unis (et même de l'U.R.S.S.) dans les secteurs industriels «de pointe», c'est-à-dire dans l'exploration spatiale, dans l'industrie des transports aériens, dans celle de l'énergie nucléaire et dans celle des grands calculateurs électroniques, c'est-à-dire, en substance, dans les secteurs technologiquement avancés, dont l'évolution dépend des progrès de la science et de la technologie, liés surtout aux exigences de la défense militaire. Précisément, l'écart technologique ainsi compris doit causer les plus grandes préoccupations aux Européens et la nécessité de le franchir doit constituer une raison fondamentale de la lutte pour l'unité politique européenne, qui représente justement le seul cadre où ce problème puisse être résolu. En réalité, cette forme d'écart technologique, si d'une part elle n'a pas d'influence directe et immédiate (à la différence de l'écart économique) sur l'accroissement de la productivité et donc du bien-être, a au contraire des implications décisives de caractère politique; autrement dit, elle signifie la perte de plus en plus substantielle de l'indépendance sur le plan militaire et sur celui du contrôle de la forme et de la direction du développement économique, et donc de l'indépendance sur le plan politique général. La prééminence dans les secteurs industriels «de pointe» signifie en effet la prééminence sur le plan des armements stratégiquement décisifs (lesquels, à leur tour, favorisent de façon décisive le développement des secteurs désignés plus haut), et elle signifie la possibilité de contrôler le développement économique des pays les plus arriérés. D'où il résulte que le fameux «défi américain» est surtout un défi politique, même s'il comporte un aspect très important de caractère économique. Et, d'autre part, la nécessité de franchir l'écart technologique au sens propre, n'est qu'un aspect de la nécessité politique de conquérir ou de reconquérir l'autonomie politique et militaire de l'Europe, qui n'est possible qu'avec son intégration, non seulement économique, mais aussi militaire et politique.

Etant donné cette position, qui sous-entend évidemment que la seule volonté des Européens de participer d'une manière autonome aux plus grandes décisions mondiales peut les pousser vers le franchissement de l'écart technologique au sens propre, l'auteur est dans l'obligation de justifier la revendication de l'indépendance de l'Europe occidentale entendue précisément comme l'implication fondamentale de son unification effective. C'est à ce sujet qu'est consacrée la partie centrale du livre en question, et c'est là que sont précisées la signifi-

cation et les limites de la revendication d'indépendance européenne.

Albonetti analyse dans cette partie de son travail l'évolution de la situation internationale et ses observations les plus significatives concernent la problématique de la détente entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Eu égard au processus de détente, il formule deux ordres d'observations critiques qui le conduisent précisément à voir dans l'unité de l'Europe occidentale et donc dans son aptitude à se défendre d'une manière autonome une exigence d'actualité pressante et dramatique.

En premier lieu, la détente se fait de plus en plus clairement contre les exigences et les intérêts légitimes de l'Europe. La manifestation la plus apparente de cette tendance, c'est le traité contre la prolifération des armes atomiques et nucléaires, qui vise à arrêter la prolifération «horizontale» (accès à ces armes de la part des puissances qui en sont privées), mais non la prolifération «verticale» (maintien et renforcement ultérieur de ce type d'armement de la part des puissances nucléaires), et introduit donc une discrimination qui se conclut par le renforcement et la perpétuation de l'hégémonie des superpuissances. A propos de l'Europe, en particulier, l'attention du lecteur est en outre attirée sur le fait que le traité de non-prolifération n'envisage pas la possibilité, qui était reconnue aux pays européens occidentaux dans les précédentes rédactions occidentales du traité en question, de disposer collectivement d'armes nucléaires («clause européenne»), et tend, par conséquent, à créer un obstacle à l'unification politico-militaire de ces pays, du moment que celle-ci devrait au contraire logiquement impliquer leur contrôle collectif des armes nucléaires anglaises et françaises. L'absence de cette clause est particulièrement grave aussi parce qu'elle donne un fondement sérieux au soupçon que le traité contre la prolifération est le prélude à la dénucléarisation et donc à la neutralisation de l'Europe. Tendance encore implicite, à plus ou

moins longue échéance, dans le processus actuel de détente, et dont l'aboutissement signifierait la ruine définitive de toute possibilité pour les Européens de jouer un rôle autonome sur le scène mondiale, leur subordination irréversible à la tutelle américano-soviétique.

51

Dans le contexte d'une détente ainsi fondée, le statu quo se perpétuerait naturellement en Europe avec ses énormes injustices, parmi lesquelles doivent être considérées comme les plus importantes la division allemande et l'impossibilité, révélée dramatiquement par l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie, pour les pays satellites de l'Union soviétique d'évoluer librement vers une forme plus moderne et plus humaine de socialisme et vers des rapports plus libres avec l'Europe occidentale. D'autre part, on ne peut pas du tout exclure non plus la possibilité que le désengagement américain en Europe dérivant de la détente ne conduise pas à la dissolution des blocs, mais au passage sous l'hégémonie de l'U.R.S.S. qui, en pénétrant en Méditerranée, a déjà enveloppé l'Europe occidentale, démontrant qu'elle ne veut aucunement renoncer à son expansion impériale.

Contre de telles perspectives, la seule réponse valable de la part des Européens apparaît à Albonetti comme étant l'unification économique, militaire et politique de l'Europe occidentale dans le cadre d'une alliance atlantique conçue comme un partnership entre égaux. Ce n'est qu'à cette condition que l'Europe sera en mesure d'empêcher les alliés américains de s'entendre avec la Russie sur son dos et qu'elle pourra ainsi participer activement au processus de détente, étant prête à renoncer à l'armement nucléaire si les superpuissances sont disposées à y renoncer pareillement, et choisissant au contraire la voie du renforcement de la force anglo-française (devenue patrimoine commun des Européens), si un accord réel et garanti sur le désarmement général ne peut pas interve-

nir.

Mais ce n'est pas seulement sur la base de la prise en considération des intérêts particuliers et des exigences de sécurité des Européens que l'auteur justifie la politique d'unification européenne dans les termes que nous venons de voir. A son avis, cette politique est rendue nécessaire aussi par les exigences générales de la communauté internationale et en particulier par la nécessité de son évolution vers une détente plus substantielle et plus durable. C'est dans ce contexte qu'est exprimé, eu égard au processus actuel de détente, un second ordre de critiques qui tient dans la conviction que l'unification politique de l'Europe peut seule faire naître un équilibre international en mesure d'évoluer vers le dépassement des facteurs fondamentaux de tension existant aujourd'hui. A l'appui de cette conviction, quelques considérations sont avancées, dont il convient de mentionner les plus significatives.

Avant tout, à propos du traité de non-prolifération, il est observé que la prolifération nucléaire est au fond un faux problème, la création d'un ordre international plus équilibré et plus juste, qui permette donc d'avancer dans la voie conduisant au désarmement nucléaire de ceux qui sont armés nucléairement jusqu'aux dents et continuent d'accroître leurs potentiels atomiques, étant bien plus importante à des fins de paix et de détente. Et c'est ici qu'apparaît le rôle de l'Europe. En fait, de l'avis de l'auteur, l'Europe occidentale, unie et disposant par conséquent de la force de dissuasion anglo-française et de la possibilité de la consolider et de la rendre effectivement crédible, pourrait exercer une pression très efficace sur les grandes puissances en direction d'un contrôle des armements plus efficace et non discriminatoire. Une autre raison fondamentale qui milite en faveur de la Fédération européenne est reconnue dans sa capacité d'éliminer le plus dangereux facteur de tension existant en Europe, c'est-à-dire le problème allemand. En réalité, l'Allemagne occidentale, si et seulement si elle est intégrée d'une façon stable dans une Fédération européenne, qui assoie l'alliance Atlantique sur de nouvelles bases et permette un dialogue avec l'Orient pour l'organisation de la paix, sera menée à ne plus soulever en termes dramatiques le douloureux problème de la réunification. D'autre part, la création de l'Europe unie à l'Occident devrait encourager une évolution analogue parmi les Etats de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire la constitution, à l'intérieur du pacte de Varsovie, d'une entité constituée des pays socialistes de l'Europe orientale et dans un rapport plus équilibré avec l'Union soviétique. On s'acheminerait aussi de la sorte vers un dépassement graduel des blocs, qui ne peut pas se produire par la voie de leur fragmentation, mais par celle d'une évolution progressive et parallèle vers des unités plus homogènes, autonomes et équilibrées.

Une fois expliquées les raisons qui militent en faveur de l'unité politique européenne, l'auteur ne peut pas naturellement ne pas aborder le problème de la définition des instruments pratiques nécessaires pour atteindre cet objectif. A partir des considérations qu'il développe à ce propos, on peut, entre autres choses, comprendre le pourquoi de son insistance sur le problème de la défense autonome de l'Europe et sur le problème étroitement connexe du franchissement de l'écart technologique stricto sensu par rapport aux superpuissances. Il part de la conviction que le Marché commun n'est plus en mesure de produire des développements substantiels et décisifs, non seulement vers l'unification politique, mais aussi vers l'unification économique. D'autre part, il ne se fait pas d'illusions quant à la possibilité d'une amélioration de la situation par l'entrée pourtant souhaitable de l'Angleterre dans le Marché commun, la possibilité d'un affaiblissement ultérieur du contenu intégrateur de la Communauté européenne, à la suite de son élargissement, en plus de l'Angleterre, à une grande partie des pays de l'A.E.L.E., étant au contraire très sérieuse. A l'origine de l'impossibilité d'avancer à court terme vers la création d'une communauté supranationale, il y a au fond, à son avis, l'opposition de la France et de l'Angleterre à la cession de leurs souverainetés à des organes fédéraux européens et la faible volonté européenne des autres pays membres de la C.E.E. La voie magistrale de la Fédération européenne étant donc barrée par des obstacles insurmontables aujourd'hui, il faut continuer la tactique qui consiste à tourner les obstacles de l'approche institutionnelle par la voie des solidarités de fait, dans les domaines qui se présentent comme les plus favorables à une intégration capable de nous rapprocher de plus en plus de la création de la Fédération européenne. Et, précisément, la collaboration dans les domaines technologiques avancés et dans celui de la défense, qui lui est étroitement connexe, peut aujourd'hui représenter un instrument plus efficace pour progresser sur la voie de l'unité européenne que ne le fut l'instrument économique dans les années cinquante, du moment que le franchissement de l'écart technologique et le problème d'une défense autonome de l'Europe sont désormais à l'ordre du jour en priorité absolue. Il s'agit donc d'organiser au plus vite cette collaboration avec des instruments multiples parmi lesquels une forme quelconque de communauté technologique, même très élastique sur le plan institutionnel, la consultation politique régulière à Six ou à Sept, la création d'un noyau européen de défense à l'intérieur de l'alliance Atlantique. Et il s'agit parallèlement d'élaborer une attitude commune sur les problèmes essentiels de la défense autonome et des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, ce qui faciliterait décisivement la collaboration en question.

Voilà, en résumé, les propos que tient Albonetti dans son dernier livre. De cet exposé récapitulatif, sa convergence avec de nombreuses thèses importantes de l'analyse faite par cette revue sur le problème européen devrait ressortir clairement. Cela vaut en particulier pour les critiques adressées à la détente russo-américaine et pour la brillante dénonciation des illusions de ceux qui attendent des progrès décisifs dans un sens politique de l'action de la C.E.E., avec ses structures actuelles, ou de son élargissement à l'Angleterre. De cette convergence d'opinions, nous ne pouvons que nous réjouir. Il est néanmoins d'autres points qui sont loin d'être marginaux et par rapport auxquels nous devons tracer une séparation nette entre les opinions d'Albonetti et les nôtres. Et l'indication des motifs de divergence doit être d'autant plus claire que la convergence avec cet auteur sur quelques points très importants de son exposé risque d'engendrer des équivoques dans l'interprétation de la signification d'ensemble de notre analyse.

Nous croyons devoir opposer deux objections fondamentales aux thèses d'Albonetti.

La première concerne l'identification des limites de l'équilibre international actuel qui suggèrent à cet auteur la nécessité de l'unification européenne. Cette identification est à note avis plutôt restrictive, du moment qu'il néglige d'attirer l'attention sur plusieurs processus négatifs extrêmement importants qui caractérisent l'équilibre mondial actuel, tels l'exploitation croissante des pays sous-developpés et la tendance américaine de plus en plus marquée à soutenir politiquement et militairement des expériences involutives dans un sens autoritaire et conservateur de l'Amérique latine à la Grèce, et demain peut-être dans les pays mêmes de la C.E.E. Et pourtant il ne s'agit certainement pas de phénomènes moins graves et moins importants que l'impérialisme soviétique dont la manifestation la plus récente et la plus éclatante a été l'invasion de la Tchécoslovaquie. Et d'autre part, c'est justement eu égard à l'aptitude de l'unification européenne à contribuer décisivement à l'élimination de ces phénomènes, c'est-à-dire de modifier dans un sens positif le système mondial bipolaire actuel qui les produit, qu'on doit mesurer la validité et la nécessité d'une politique d'unification européenne. En fait, il est évident que si l'unité européenne n'apparaissait pas en mesure d'exercer cette influence positive sur l'équilibre international, la lutte pour la réaliser ne correspondrait à rien d'autre qu'à une volonté de revanche dans un sens nationaliste des Européens, au désir de concourir à armes égales avec les superpuissances, pour la confiscation du tiers monde. Et c'est pourquoi elle ne mériterait pas de constituer l'engagement essentiel des forces fédéralistes qui n'ont assurément pas rompu avec le nationalisme des Etats nationaux européens pour devenir les organisatrices d'un nationalisme et d'un impérialisme européens plus efficients.

En réalité, si les forces fédéralistes, et les rédacteurs de cette revue en tant qu'expression de ces forces, ont choisi de se battre pour l'unité de l'Europe, cela dépend de la conviction enracinée que cette construction politique ne pourra pas jouer un rôle nationaliste et impérialiste, mais au contraire saura à l'intérieur soustraire les Etats qui en feront partie à la menace, qui plane toujours sur eux, de l'autoritarisme et, à l'extérieur, ouvrira la voie au dépassement progressif des rapports impérialistes qui caractérisent organiquement l'actuel duopole russo-américain et donc, plus tard, à l'instauration d'une assiette juste et unitaire de la communauté mondiale. Toutefois, cette conviction ne se fonde pas sur une pure option morale et donc volontariste, mais sur une analyse des conséquences objectives internes et internationales qui résulteraient de la création d'un pôle européen autonome de l'équilibre mondial; une analyse qui a été développée dans de nombreux écrits publiés par cette revue, dont il n'y a pas lieu de redire les résultats spécifiques et qui à l'avenir sera de plus en plus approfondie.

Au point où nous en sommes, on pourrait nous objecter que, les conclusions d'Albonetti et les nôtres étant au fond identiques quant à la nécessité d'une Europe unie et autonome, au besoin liée, dans une phase initiale, aux Etats-Unis par un rapport d'equal partnership, ce n'est pas après tout si important d'insister sur

les divergences au sujet des raisons qui militent en faveur de cette entreprise politique. A cette objection, on peut répondre, d'un côté, en observant que le problème européen se présente aujourd'hui en des termes si nets et si certains qu'ils conduisent à des conclusions pratiques très voisines tous ceux qui l'analysent sérieusement et rigoureusement, tout en partant de perspectives générales différentes. Pourtant, on ne peut pas, d'un autre côté, négliger de mentionner que la divergence soulignée a aussi une importance pratique qui est loin d'être insignifiante. Autrement dit, il nous semble évident que les raisons indiquées par Albonetti pour justifier la nécessité d'une Europe unie et indépendante peuvent contribuer à faire naître ou à renforcer une volonté européenne unitaire dans des milieux plutôt restreints comme les parties les plus éclairées et les plus réalistes des milieux industriels, militaires et diplomatiques, mais ne peuvent assurément pas suffire à promouvoir la mobilisation pour l'Europe de forces démocratiques et populaires plus vastes, pour lesquelles le problème de la défense européenne ne peut constituer qu'un aspect important, mais ni central ni absorbant, d'un discours politique plus complexe et plus général.

Reste à développer, avant de conclure, une seconde objection, qui concerne les considérations d'Albonetti sur les instruments de la lutte pour l'unité politique de l'Europe. A notre avis, proposer une nouvelle version de l'approche fonctionnaliste de l'intégration européenne, centrée dans ce cas sur les problèmes technologiques et de la défense, et la considérer comme un instrument décisif à des fins d'unité politique dénote une carence de réalisme qui nous paraît d'autant plus étrange que l'auteur fait preuve de réalisme dans ses considérations sur les possibilités de développement ultérieur de la C.E.E. et de son élargissement à l'Angleterre. Il nous semble évident, et il n'y a pas lieu non plus d'expliquer pourquoi, qu'une collaboration effective et profonde dans

les domaines susdits, qui ont une importance politique énorme, est impossible à réaliser sans la formation préalable d'une volonté politique commune dans les domaines de la défense, de la politique extérieure, du développement économique et social, qui leur sont si étroitement liés qu'ils ne peuvent pas être traités séparément. C'est, à y regarder de près, le même problème que la collaboration économique dans le cadre du Marché commun, qui ne peut pas avancer bien au delà de l'unification douanière en l'absence d'un accord politique global, comme l'observe justement Albonetti. La question essentielle est, par conséquent, de faire naître cette volonté politique commune, puisqu'il est évident par ailleurs que formuler des proposition relatives au contenu que cette volonté devrait avoir peut certes contribuer à sa formation, mais, sans aucun doute, ne peut pas en constituer le facteur décisif. Et c'est justement en relation avec ce dernier aspect qu'apparaît un point faible fondamental de l'analyse d'Albonetti. Il croit en effet, comme en témoignent les considérations que nous venons d'exposer, qu'une volonté politique européenne, commune et dominante, peut se former, en partie comme sous-produit de la collaboration dans les domaines technologique et militaire et en partie par le canal de consultations politiques plus ou moins institutionnalisées, mais quoi qu'il en soit en dehors d'une intégration dans un cadre institutionnel fédéral et supranational. Sur le caractère insoutenable de cette position, il y aurait beaucoup à dire. Dans le cadre de ce commentaire, il peut suffire d'observer que les divergences politiques entre les gouvernements européens viennent de ce que chacun d'entre eux, malgré une forte tendance à l'homogénéisation politique et sociale due au processus d'intégration européenne, ne pourra pas ne pas refléter un équilibre politico-social différent et un processus différent de formation de la volonté politique, tant que ne se formera pas un équilibre politico-social européen, avec des formations politiques et sociales

(c'est-à-dire des partis, des syndicats, des groupes de pression, une opinion publique) européennes et avec une procédure européenne de formation de la volonté politique (c'est-à-dire avec des élections européennes, des grèves européennes et, pourquoi pas, des contestations plus ou moins globales européennes). Mais, d'autre part, un équilibre politico-social et une procédure européenne de formation de la volonté politique sont inconcevables en dehors d'un cadre institutionnel européen, c'est-à-dire en dehors de l'organisation stable, et donc institutionnelle, au niveau européen de la lutte pour le pouvoir politique.

Le caractère prioritaire de l'intégration institutionnelle par rapport à la formation d'une volonté politique européenne commune, condition préalable de la solution commune des problèmes essentiels intérieurs et internationaux qui se posent aux Européens, nous semble donc indiscutable, et non pour des motifs doctrinaires, mais bien pour des considérations réalistes. Cette conclusion renvoie, par ailleurs, à la question de savoir comment il est possible de fonder les institutions fédérales européennes, sans qu'un accord politique global soit intervenu au préalable entre la majorité des forces politiques européennes sur les principes directeurs de la politique intérieure et extérieure de l'Europe unie. Notre réponse à ce problème, nous l'avons déjà donnée et nous la donnons, aussi bien théoriquement que pratiquement, par notre lutte pour les élections directes du Parlement européen, en commençant par l'élection directe unilatérale des délégués italiens à ce parlement. Il s'agit au fond de contraindre, par l'intermédiaire de ce mécanisme électoral, les partis nationaux et les forces économico-sociales à s'organiser au niveau européen et à créer de la sorte les bases essentielles du pouvoir européen et donc des institutions fédérales européennes. Cette action pourra réussir dans la mesure où l'on saura mobiliser à son appui les forces démocratiques et populaires, favorables dans leur grande majorité, même si ce n'est qu'en termes

généraux, à l'unité européenne, et les forces de la jeunesse contestataire elles-mêmes, qui, bien qu'inconsciemment, reflètent par leur attitude de révolte le besoin profond de participer démocratiquement à la solution des problèmes qui ne sont plus à la mesure des Etats nationaux moribonds.

s. p.

#### Les documents

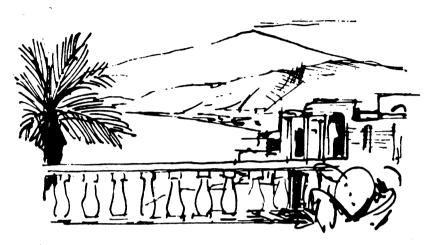
#### BILAN DE LA REVUE POUR L'ANNEE 1969

RECETTES ET DEPENSES DU 1-1-1969 AU 31-12-1969

#### RECETTES

Reste actif de l'exercice précédent .		1.586,46	F.
Abonnements	680.150 L.	641,47	<b>»</b>
Vente d'arriérés	175.100 »		
Contributions des sections M.F.E.			
de Milan et de Pavie	340.267 »		
Total actif	1.195.517 <b>»</b>	2.227,93	»
		,	
DEPENSES			
Reste passif de l'exercice précédent	197.024 »		
Impression de trois numéros, dont un double, totale de 228 pages,			
tirage 1000 exemplaires	775.500 »		
Traductions		880,00	<b>»</b>
Dépenses postales et secrétariat .	154.110 »	178,75	<b>»</b>
Total passif	1.126.634 »	1.058,75	<b>»</b>
Reste actif pour équilibrer	68.883 »	1.169,18	<b>»</b>
Total	1.195.517 »	2.227,93	<b>&gt;&gt;</b>

### vacances prestigieuses entre soleil et mer en Sicile



dans la paix nimbée de mystère de l'ancien monastère

# SAN DOMENICO PALACE à TAORMINA

et le confort raffiné de la

### VILLA IGIEA à PALERME

dans un cadre inégalable dans une atmosphére aristocratique

#### Ia SOCIETÀ GRANDI ALBERGHI SICILIANI

vous attend pour vous offrir des vacances de rêve

SAN DOMENICO PALACE - TAORMINA GRAND HOTEL VILLA IGIEA - PALERMO GRAND HOTEL E DELLE PALME - PALERMO GRAND HOTEL EXCELSIOR - CATANIA

Les Grands Hôtels siciliens S.G.A.S. donneront à vos congrès, à vos colloques, à vos réunions, prestige et tranquillité

## Istituto Bancario San Paolo di Torino

Istituto di Credito di Diritto Pubblico fondato nel 1563

#### 200 Filiali in Italia

Uffici di Rappresentanza a Francoforte, Londra, Parigi, Zurigo

Delegazioni di Credito Fondiario: BARI - CATANIA - NAPOLI

Direzione generale: Torino, piazza San Carlo n. 156

Tutte le operazioni di banca, borsa, cambio Credito fondiario Credito agrario Finanziamento opere pubbliche

### LISEZ LEGISSETZ

# VIURE REVISTA OSCITANA TRIMESTRALA

Director: Robert Lafont

Abonnement pour un an: France 15 F., autres pays 17 F. C.C.P. Bringuier 1566-54, Montpellier.

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione II Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 - Tipografia Popolare - Pavia - Spedizione in abbonamento postale - Gruppo IV.